

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202762]

3 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 20;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 6, § 5, inséré par le décret du 22 mars 2007 et remplacé par le décret du 10 mai 2012, l'article 18bis, inséré par le décret du 10 mai 2012 et l'article 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 juin 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 juillet 2013;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 20 septembre 2013;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 54.641/2 donné le 15 janvier 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'Economie sociale, article 2, alinéa 2;

Considérant l'avis spécialement motivé du Conseil wallon de l'économie sociale, donné le 30 septembre 2013;

Considérant que la note stratégique relative aux déchets, approuvée par le Gouvernement le 30 mars 2006 prévoit, dans le cadre de la prévention des déchets, de soutenir et structurer les filières de réemploi, particulièrement dans le cadre de l'économie sociale;

Considérant que la Déclaration de Politique régionale prévoit, au titre de la politique régionale des déchets, que l'émergence de filières dans le cadre de l'économie sociale sera promue par le biais de subsides régionaux appropriés;

Considérant, qu'en vue de promouvoir la réutilisation par les entreprises d'économie sociale, il y a lieu de définir des mesures prenant en compte la diversité du secteur et des différentes filières qu'il développe;

Considérant pour ce faire l'importance de prendre en compte le bénéfice environnemental de la filière;

Sur la proposition conjointe du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles et du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o le décret Déchets : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2^o le décret Economie sociale : le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale;

3^o le Ministre de l'Economie : le Ministre ayant l'Economie sociale dans ses attributions;

4^o le Ministre de l'Environnement : le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions;

5^o l'Office : l'Office wallon des déchets tel que visé aux articles 23, 34 et suivants du décret Déchets;

6^o l'Administration : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique de la Direction générale opérationnelle Economie, l'Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

7^o la préparation en vue de la réutilisation : toute opération visée à l'article 2, 36^o, du décret Déchets;

8^o l'entreprise de réutilisation : l'association sans but lucratif ou la société commerciale à finalité sociale active dans la réutilisation et la préparation en vue de la réutilisation de déchets, produits ou composants de produits;

9^o le magasin : la surface commerciale affectée à la vente de produits ou composants de produits réutilisés;

10^o le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, en abrégé : « T.F.U.E. » ainsi que dans le Protocole n° 26 attaché au T.F.U.E. qui reçoit un mandat tel que précisé à l'article 7;

11^o la Décision : la Décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, § 2, du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous la forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général, J.O.U.E. du 11.1.2012, L 7/3;

12^o la subvention : la compensation en vue d'exercer un S.I.E.G.;

13^o le fonctionnaire délégué : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie, à savoir le directeur général, l'inspecteur général, le directeur, le premier attaché ou l'attaché de l'Office ou de l'administration en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 4 et 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 précité;

14^o rémunération : la notion de rémunération visée à l'article 2 de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs;

15^o la masse salariale : la masse salariale des travailleurs affectés au siège social ainsi qu'au(x) siège(s) d'exploitation de l'entreprise de réutilisation à des tâches productives afférentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation de déchets, de produits ou de composants de produits et qui comprend l'ensemble des rémunérations, des cotisations à l'Office national de Sécurité sociale, déduction faite des exonérations, des réductions de cotisations et des aides émanant de tout type de pouvoirs publics visant à prendre en charge tout ou partie de la rémunération des travailleurs;

16^o envoi recommandé : un pli postal recommandé, un recommandé électronique ou tout envoi conférant date certaine;

17^o l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie.

CHAPITRE II. — *Agrément des entreprises de réutilisation*

Art. 2. § 1^{er}. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement peuvent agréer l'entreprise de réutilisation qui satisfait aux conditions suivantes :

1° être une personne morale constituée sous la forme d'association sans but lucratif, au sens de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, ou de société commerciale à finalité sociale au sens des articles 2 et 661 du Code des sociétés;

2° avoir pour objet social la réutilisation et la préparation à la réutilisation en Région wallonne de déchets, de produits ou de composants de produits et s'engager à remplir, en tant que S.I.E.G., les obligations de service public telles que visées à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3;

3° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'entreprise de réutilisation, des personnes qui en vertu d'une ou plusieurs décisions de justice coulées en force de chose jugée :

a) se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation relative à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités;

b) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément :

- ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4° et 530 du Code des sociétés;

- ont été privées de leurs droits civils et politiques;

c) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise en matière fiscale, sociale ou dans le domaine des dispositions légales ou réglementaires relatives à l'exercice de l'activité d'entreprise de réutilisation;

d) pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, ont été condamnées pour toute infraction commise :

- à la législation et la réglementation en vigueur en Région wallonne en matière d'environnement;

- à toute autre législation équivalente d'un Etat membre de l'Union européenne;

4° satisfaire aux obligations prévues par les législations et réglementations sociales, fiscales, environnementales et celles qui régissent l'exercice de son activité ou s'engager à se mettre en règle dans les délais fixés par l'administration compétente;

5° ne pas avoir de dette exigible envers l'Union européenne, l'Etat, la Communauté française, la Région wallonne, la Société wallonne d'Economie sociale marchande, en abrégé SOWECSOM, l'Office national de la Sécurité sociale, un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci;

6° répondre aux principes visés à l'article 1^{er} du décret Economie sociale;

7° posséder les caractéristiques suivantes :

a) avoir au moins un siège d'exploitation en Région wallonne affecté à l'activité d'entreprise de réutilisation et de préparation en vue de la réutilisation de déchets, produits ou composants de produits collectés sur le territoire de la Région wallonne, dont l'ensemble des surfaces de tri, réparation, transformation, vente et stockage, à l'exception des parkings, atteint au moins quatre cent mètres carrés;

b) utiliser un système de mesure des flux de déchets, produits ou composants de produits entrants et sortants;

c) disposer des garanties financières suffisantes, selon un plan financier, et disposer, ou s'engager à disposer, des moyens techniques et humains suffisants pour permettre d'assurer l'exécution des activités pour lesquelles l'agrément est demandé conformément aux dispositions du décret Déchets et de ses arrêtés d'exécution;

d) tenir une comptabilité conforme à sa personnalité juridique et analytique en ce qui concerne l'activité d'entreprise de réutilisation;

e) s'engager, dans un délai de trois mois, à souscrire ou fournir la preuve d'un contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile de l'entreprise de réutilisation;

f) si les produits mis en vente sont destinés au grand public, rendre accessibles à tous les magasins éventuels durant au moins douze heures par semaine à répartir sur trois jours au minimum et au moins un jour jusqu'à vingt heures, du lundi au vendredi, ou un minimum de trois heures le samedi ou le dimanche;

g) exercer son activité au moins trente-cinq heures par semaine et organiser les collectes qui l'alimentent de manière permanente et régulièrement réparties dans le temps, sans préjudice des compétences de la commune en la matière, et le cas échéant, des compétences déléguées des intercommunales en la matière;

h) respecter les mesures de prévention et de précaution prévues pour la santé de l'homme et l'environnement telles que précisées dans la note visée à l'article 3, alinéa 2, 6°;

8° respecter les conventions collectives conclues au sein de la commission paritaire compétente;

9° être engagée dans une des démarches de progrès en matière de qualité reconnues par l'Office et qui procure un outil de diagnostic et de suivi du projet de réutilisation et de préparation en vue de la réutilisation de déchets, produits ou composants de produits;

10° ne pas faire l'objet d'une injonction de récupération suivant une décision de la Commission européenne déclarant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur;

11° s'engager à participer à toute étude relative à la réutilisation et à la préparation en vue de la réutilisation de déchets, produits ou composants de produits menée, à l'initiative de l'Office et de l'Administration, pour le compte de la Région wallonne, pour laquelle elle est sollicitée;

12° ne pas être une entreprise en difficulté financière conformément aux articles 332 et 633 du Code des sociétés ou ne pas remplir les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité selon le droit national qui lui est applicable, et ce pour toutes les formes d'entreprises;

13° s'engager à respecter, en ce qui concerne l'entreprise de réutilisation instituée en société commerciale, les articles 661 à 669 du Code des sociétés;

14° s'engager à apporter la preuve que la subvention de compensation des obligations de service public ne conduit pas à une surcompensation des coûts inhérents aux obligations de service public en tant que S.I.E.G., conformément à la décision;

15° s'engager à respecter, en ce qui concerne les travailleurs, la notion d'emploi convenable au sens de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage à la charte de l'assuré social et l'arrêté ministériel du 26 novembre 1991 portant les modalités d'application de la réglementation du chômage à la charte de l'assuré social;

16° s'engager à respecter les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs.

§ 2. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement fixent les conditions visées au § 1^{er} et en déterminent les modalités d'application.

Le Ministre de l'Environnement peut fixer des critères et des objectifs spécifiques de réutilisation par flux.

§ 3. Pour bénéficier de l'agrément octroyé sur base du présent arrêté, la demanderesse qui a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne morale, soit en région de Bruxelles-capitale, soit en région flamande, démontre qu'elle répond à des conditions d'agrément équivalentes aux conditions déterminées par le décret Déchets, ses arrêtés d'exécution et le présent arrêté.

Pour bénéficier de l'agrément octroyé sur base du présent arrêté, la demanderesse qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen démontre qu'elle répond, dans son pays, à des conditions d'agrément équivalentes aux conditions déterminées par le décret Déchets, ses arrêtés d'exécution et le présent arrêté et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient la demanderesse qui sollicite un agrément.

Pour bénéficier de l'agrément octroyé sur base du présent arrêté, la demanderesse qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen satisfait aux conditions d'agrément déterminées par le décret Déchets, ses arrêtés d'exécution et le présent arrêté et apporte la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient la demanderesse qui sollicite un agrément.

Art. 3. La demanderesse introduit la demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément en deux exemplaires auprès de l'Office par envoi recommandé. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, la demande est introduite au plus tard cent cinquante jours avant le terme de l'agrément en cours. En cas de non-respect du délai précité, la demande de renouvellement peut être considérée comme une nouvelle demande d'agrément.

La demande contient les éléments suivants :

- 1° une copie de l'acte de constitution, des statuts et des modifications éventuelles de ceux-ci;
- 2° l'indication du siège social et du ou des sièges d'exploitation en Région wallonne, une copie des permis d'environnement y attachés, ainsi que l'adresse du siège social et du ou des sièges d'exploitation, les coordonnées électroniques, le numéro de téléphone et de fax du siège social et du ou des sièges d'exploitation;
- 3° la liste nominative des administrateurs, gérants et personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise de réutilisation, accompagnée d'une copie de l'acte désignant ces personnes;
- 4° un extrait de casier judiciaire pour les personnes visées au 3°;
- 5° le numéro d'entreprise;
- 6° une note déterminant les mesures de prévention et de précaution prévues pour la santé de l'homme et l'environnement ainsi qu'une copie du contrat d'assurance en responsabilité civile souscrit;
- 7° le plan d'entreprise comportant :
 - a) une description de la nature et des quantités de déchets et de produits ou composants de produits concernés, de la zone desservie, de l'organisation de la collecte et de la préparation en vue de la réutilisation, des modalités de mesure des flux collectés et préparés en vue de la réutilisation, le cas échéant, des tonnages déjà collectés et réutilisés;
 - b) le nombre prévisionnel de tonnes de déchets et de produits ou composants de produits réutilisées, en Région wallonne afférent aux activités visées au a), par an, pour lequel elle sollicite l'agrément, ainsi que la ventilation du tonnage par types de déchets ou de produits ou composants de produits tels que précisés à l'article 9, § 2;
 - c) les modalités de stockage et les actes de réparation envisagés;
 - d) la méthodologie pour établir le suivi des flux physique et financier, et une description détaillée des modalités de rapportage de l'activité;
 - e) le nombre de personnes employées et la traduction de celui-ci en équivalents temps plein, la masse salariale globale y afférente ainsi que la masse salariale afférente aux seuls travailleurs ne disposant pas du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent, à l'exception des postes d'encadrement et des fonctions administratives;
 - f) le cas échéant, les heures d'ouverture des magasins;
 - g) le plan financier;
- 8° la référence des permis, agréments, enregistrements et certificats détenus en matière d'environnement et de déchets par l'entreprise de réutilisation ainsi que tous autres documents établissant le respect des conditions énoncées à l'article 2;
- 9° la liste exhaustive de tout autre agrément, permis, enregistrement et certificat ayant un rapport avec les activités pour lesquelles l'agrément est demandé.

L'Office peut exiger tout document complémentaire de nature à établir que le demandeur dispose ou s'engage à disposer des moyens financiers, techniques et humains suffisants pour exécuter son activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.

Par dérogation au § 1^{er}, la demanderesse qui apporte la preuve de son agrément en tant qu'entreprise d'insertion au sens du décret du 20 décembre 2012 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux entreprises d'insertion, est dispensée des obligations reprises aux points 1° à 5° de l'alinéa 2.

Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement peuvent préciser et compléter le contenu de la demande visée à l'alinéa 2.

Art. 4. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement dispensent la demanderesse de fournir les documents visés à l'article 3, § 1^{er}, 1° à 5°, dès lors qu'ils sont en possession de l'Office, de l'Administration ou de l'Inspection par le biais de l'accès au registre national, à la Banque-Carrefour des Entreprises et à la Banque-Carrefour de l'Office national de la Sécurité sociale.

Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement dispensent, l'entreprise de réutilisation, enregistrée, identifiée ou détectée via l'accès aux sources de données authentiques, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, d'introduire une demande d'agrément préalable lorsqu'elle preste ou compte prester des activités de réutilisation ou de préparation à la réutilisation sur le territoire de la Région wallonne à condition qu'elle respecte l'équivalent des conditions visées à l'article 2 et qu'elle en apporte la preuve.

Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement dispensent l'entreprise de réutilisation d'apporter la preuve du respect de tout ou partie des obligations visées à l'article 2 dès lors que l'Office ou l'Administration peut s'assurer du respect des obligations visées à l'article 2, soit par l'accès aux sources de données authentiques, soit par une collaboration entre les entités fédérées.

Art. 5. § 1^{er}. L'Office accuse réception de la demande dans les dix jours et adresse, dans le même délai, un exemplaire du dossier à l'Administration en vue de la vérification du respect des principes visés à l'article 1^{er} du décret Economie sociale.

L'Administration dispose de trente jours à dater de la réception du dossier pour remettre son avis à l'Office.

L'Office notifie sa décision à la demanderesse et à l'Administration quant à la complétude du dossier par envoi recommandé dans un délai de soixante jours à dater de la réception de la demande. Si le dossier est incomplet, la notification précise les informations et pièces à fournir. La demanderesse envoie les informations et les pièces à fournir à l'Office et à l'Administration. Celle-ci dispose de vingt jours pour remettre son avis à l'Office sur les compléments. L'Office notifie sa décision à la demanderesse et à l'Administration quant à la complétude du dossier dans un délai de vingt jours à dater de la réception de l'avis de l'Administration.

L'Office instruit le dossier et adresse son rapport, en deux exemplaires, au Ministre de l'Environnement dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision ayant trait à la complétude du dossier de demande.

§ 2. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement statuent, dans les nonante jours de la notification de la complétude du dossier, sur la demande d'agrément. Cette décision fixe, notamment :

- 1° les droits et les obligations auxquelles est tenu le titulaire conformément à l'article 2;
- 2° la nature et la durée des obligations de service public;
- 3° la nature des droits exclusifs ou spéciaux éventuels octroyés;
- 4° les modalités de transmission des données nécessaires au suivi de l'agrément et de l'activité;
- 5° les modalités de gestion et de réutilisation des biens ou déchets et le processus d'amélioration de la qualité;
- 6° le nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne, ventilé par types de déchets ou de produits ou composants de produits, tels que visés à l'article 9, § 2, pour lequel la subvention dite « socle de base » visée à l'article 9 est octroyée.

L'Office notifie, à la demanderesse, par envoi recommandé, la décision du Ministre de l'Environnement, prise en accord avec le Ministre de l'Economie, dans les dix jours de sa réception. Une copie de la décision est transmise à l'Administration.

§ 3. Si l'Office n'a pas envoyé au demandeur la décision visée au § 1^{er}, alinéa 3, dans les délais impartis, le dossier est considéré comme complet et la procédure est poursuivie. L'Office instruit le dossier et adresse son rapport, en deux exemplaires, au Ministre de l'Environnement dans un délai de soixante jours à compter de la date de réception de la demande d'agrément.

§ 4. Un recours auprès du Gouvernement est ouvert au demandeur contre toute décision de refus d'agrément et contre l'absence de Décision à l'expiration des délais visés à l'article 5, § 2 et § 3. Ce recours n'est pas suspensif.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours est adressé au Gouvernement, à l'adresse de l'Office, par envoi recommandé, dans les vingt jours à dater de la réception de la décision ou de l'expiration des délais visés à l'article 5, § 2, et § 3.

Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

- 1° la dénomination ou raison sociale du requérant, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;
- 2° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;
- 3° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée.

Si la Décision dont recours a trait aux dispositions de l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2009 relatif à l'économie sociale, l'Office sollicite, dès réception du recours, l'avis du Ministre de l'Economie sociale, qui peut solliciter l'avis du Conseil wallon de l'Economie sociale. Le Ministre de l'Economie dispose d'un délai de trente jours pour envoyer son avis à l'Office; passé ce délai, la procédure peut être poursuivie.

L'Office instruit le recours et adresse au Gouvernement son rapport de synthèse, accompagné d'une proposition de décision, dans un délai de cinquante jours à dater de la réception du recours ou, dans le cas visé à l'alinéa 3, dans un délai de septante jours.

Le Gouvernement envoie sa décision au demandeur, par lettre recommandée à la poste, dans un délai de nonante jours à dater de la réception du recours, ou, dans le cas visé à l'alinéa 3, dans un délai de cent-vingt jours. A défaut de décision notifiée dans le délai, le recours est réputé rejeté.

Art. 6. Une demande de renouvellement d'agrément ne peut pas être introduite par une demanderesse dont la décision d'agrément en tant qu'entreprise de réutilisation a été retirée ou suspendue et, pour ce dernier cas, pendant la durée de la suspension sauf si l'échéance de la décision d'agrément intervient pendant la période de suspension.

Art. 7 § 1^{er}. L'agrément constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est uniquement destiné à permettre l'octroi de la subvention, visée à l'article 9, qui permet à l'entreprise de réutilisation agréée et mandatée de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public.

Le mandat est confié au S.I.E.G. conformément à la décision.

Le S.I.E.G. comporte les obligations de service public suivantes :

- 1° définir et mettre en œuvre un projet visant à rencontrer des besoins sociaux et sociétaux insuffisamment satisfaits;
- 2° assurer le développement de l'entreprise de réutilisation dans ses activités et finalités particulières, liées au secteur de l'Economie sociale, en ayant recours à des travailleurs peu qualifiés et en favorisant l'association du personnel à la gestion de l'entreprise de réutilisation;
- 3° assurer l'intérêt environnemental de la réutilisation des déchets, produits ou composants de produits;
- 4° assurer le développement de la réutilisation et de la préparation à la réutilisation;
- 5° assurer le respect des obligations visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, a, b, f, g, 9^o, et 11^o.

Le développement visé au 4^o, du paragraphe 1^{er}, fait l'objet d'un contrôle par l'Office sur la base des éléments contenus dans la notification des statistiques et de la déclaration prévue à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2^o.

Les difficultés particulières liées au marché ou à l'accès aux gisements et faisant obstacle à la progression font l'objet d'un rapport motivé à l'Office.

§ 2. En cas de première demande d'agrément dans le cadre du présent arrêté, l'agrément est octroyé, par le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement, pour une durée deux ans. La durée précitée est portée à cinq ans s'il s'agit d'une entreprise de réutilisation ayant obtenu un agrément dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 précité et disposant de l'agrément à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

La durée de l'agrément est de cinq ans dans le cadre d'un renouvellement d'agrément octroyé en vertu du présent arrêté.

L'agrément ne peut pas être cédé à un tiers.

§ 3. Le titulaire de l'agrément communique à l'Office tout changement significatif relatif aux indications fournies dans son dossier de demande d'agrément dans un délai ne dépassant pas nonante jours.

Il informe l'Office de toute cessation d'activité faisant l'objet de l'agrément au moins dix jours à l'avance, sauf cas de force majeure.

§ 4. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement peuvent compléter ou modifier les conditions de l'agrément :

1° s'ils constatent que ces conditions ne sont plus appropriées pour développer la réutilisation et la préparation en vue de la réutilisation;

2° afin d'assurer le respect d'objectifs par flux.

Art. 8. L'agrément peut être suspendu ou retiré par le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement :

1° lorsque l'activité entraîne un danger pour la santé de l'homme ou un préjudice à l'environnement;

2° en cas de non-respect du décret Déchets, du décret Economie sociale et du présent arrêté;

3° lorsque les renseignements visés à l'article 10 ne leur ont pas été transmis dans les délais impartis.

L'agrément ne peut être suspendu pour une durée qui excède six mois. Passé ce délai, l'agrément est retiré si l'entreprise de réutilisation n'a pas satisfait aux conditions visées dans la décision de suspension.

La décision de suspension et de retrait est notifiée, par envoi recommandé, à l'entreprise de réutilisation par l'Office, dans les trente jours de la réception par celui-ci de la décision. Une copie de la décision est transmise à l'Administration.

CHAPITRE III. — *Subvention*

Art. 9. § 1^{er}. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement octroient à l'entreprise de réutilisation agréée une subvention annuelle, liée à la durée de l'agrément, destinée à compenser les obligations de service public inhérentes à l'activité de réutilisation et de préparation à la réutilisation.

La subvention annuelle, ci-après dénommée socle de base, est liée au nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel l'entreprise de réutilisation est agréée, et aux ressources humaines affectées exclusivement aux activités de réutilisation.

Elle est complétée d'un bonus éventuel lié au nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne par l'entreprise en surplus du tonnage prévu par son agrément, ventilées par type de déchets et de produits ou composants de produits.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est octroyée en partie par le Ministre de l'Environnement pour ce qui concerne le subside à la tonne réutilisée et en partie par le Ministre de l'Economie pour ce qui concerne la compensation de la perte de productivité.

§ 2. Les déchets et les produits ou composants de produits entrant dans le calcul de la subvention sont les déchets appartenant à l'une des catégories suivantes :

1° textiles tels que : textiles ménagers, linge de maison, chaussures et accessoires vestimentaires en maroquinerie, tissu;

2° objets valorisables tels que : mobiliers de cuisine, de jardin, salon, salles à manger, chambres à coucher, mobiliers de bureau, y compris les matelas et tapis, vaisselles, articles de décoration, vélos, livres, jouets, piscines, matériels de fitness, transats; ustensiles de sport, CD, DVD, vinyles, instruments de musique, matériel de camping, outillage manuel, tondeuse thermique, mobylette;

3° déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), hors équipements informatiques et technologiques (IT), tels que : machines à laver le linge ou la vaisselle, séchoirs; congélateur, réfrigérateur, cuisinière, plaques cuisson, four, four à micro-onde, hottes, fers à repasser, robots de cuisine, aspirateur, cireuses; lampes, éclairage, machine à coudre, outillage électrique, cafetière, ventilateur;

4° déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en ce compris les équipements informatiques et technologiques (IT) : ordinateurs, imprimantes, téléphones, portables, fax, photocopieuses, écrans, périphériques informatiques, Hi-fi, Vidéo, appareils photo, caméras, projecteurs, ampli, radio, consoles, baby-phones;

5° cartouches et toners;

6° produits de construction tels que briques et tuiles, châssis, poutres, gouttières, blocs béton, plancher, revêtement sol, carrelage, pierre de taille, pavés, tuyaux, panneaux, peintures, sanitaire, radiateur, poêle, boiler, portes, fenêtre.

§ 3. La formule de calcul de la subvention, les variables liées aux catégories de déchets, de produits ou composants de produits réutilisés et le coefficient masse salariale sont définis et fixés conformément aux annexes 1^{re} à 3 du présent arrêté.

Le coefficient de la masse salariale est calculé sur base de la masse salariale des travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé, à charge de l'entreprise de réutilisation.

Le bonus à la tonne réutilisée visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, est calculé selon les modalités déterminées aux annexes 1^{re} à 3 du présent arrêté, hors coefficient de masse salariale.

Lorsque, pour une année de référence, le budget bonus sollicité est supérieur au solde budgétaire disponible, le bonus accordé est réduit à due proportion.

Art. 10. § 1^{er}. Dans les trente jours à dater de la notification par l'Office à l'entreprise de réutilisation de la décision d'octroi d'agrément, le fonctionnaire délégué compétent liquide à l'entreprise de réutilisation agréée une première avance correspondant à septante-cinq pour cent du montant annuel de la subvention, calculée sur base des critères définis à l'article 9.

Chaque année et, au plus tôt à la date anniversaire de la notification de la décision d'agrément, l'entreprise de réutilisation agréée envoie à l'Office et à l'Administration les pièces justificatives et données statistiques visant à justifier la subvention annuelle octroyée et à prouver le respect des critères et conditions qui ont déterminé le calcul du montant de la subvention, à savoir :

- 1° la zone géographique couverte par la collecte;
- 2° le nombre de tonnes collectées, triées et remises sur le marché annuellement;
- 3° le nombre de tonnes réutilisées annuellement en Région wallonne, par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel l'entreprise de réutilisation est agréée;
- 4° la nature, la quantité et la destination des déchets, produits ou composants de produits non réutilisés;
- 5° la manière selon laquelle et le lieu où les biens sont remis sur le marché;
- 6° une déclaration décrivant les différents coûts qui ont été supportés annuellement par l'entreprise de réutilisation, dans le cadre des activités liées à son agrément;
- 7° le nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, affectés à l'activité de l'entreprise de réutilisation dans le cadre de son agrément;
- 8° le relevé nominatif des travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et que l'entreprise de réutilisation a affectés aux activités afférentes à son agrément;
- 9° la masse salariale annuelle des travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé que l'entreprise de réutilisation a affectés aux activités afférentes à son agrément;
- 10° la masse salariale effective à charge de l'entreprise de réutilisation, pour l'année de référence, liée aux travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et que l'entreprise de réutilisation a affectés aux activités afférentes à son agrément;
- 11° les comptes annuels approuvés, liés à l'année de référence pour le versement de la subvention, établis suivant le droit comptable applicable à la personne morale et, le cas échéant, de manière analytique en ce qui concerne l'activité de réutilisation et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que le cas échéant le rapport du commissaire nommé conformément au Code des sociétés ou à la loi relative aux associations sans but lucratif, aux associations internationales sans but lucratif et aux fondations;
- 12° le bilan de mise en œuvre de la démarche de progrès en matière de qualité visée à l'article 2, § 1^{er}, 10°.

§ 2. Sous réserve de validation des pièces par l'Office et l'Administration, le fonctionnaire délégué compétent liquide le solde de la subvention restant dû pour l'année précédente ainsi que la nouvelle avance correspondant à septante-cinq pour cent du montant annuel de la subvention liée à l'agrément.

Si les pièces justificatives ne permettent pas de justifier le versement de cent pour cent de la subvention annuelle prévue, le solde est proratisé à due concurrence.

Dans l'éventualité où le montant du solde de la subvention à verser est négatif, le montant de la subvention indûment versé est récupéré selon l'article 14.

§ 3. L'entreprise de réutilisation qui apporte les pièces justificatives prouvant qu'elle a réutilisé un nombre de tonnes de déchets ou de produits ou composants de produits supérieur au nombre de tonnes réutilisées, par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel elle a été agréée sollicite le bonus.

Le bonus, calculé selon les modalités prévues à l'article 9, § 3, est versé, sous réserve des budgets disponibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le solde a été payé.

Les avances, soldes et éventuels bonus ultérieurs sont liquidés conformément aux alinéas précédents.

Art. 11. L'Office soumet régulièrement l'entreprise de réutilisation à un contrôle relatif au respect des conditions de l'agrément et des critères d'octroi de la subvention. Le contrôle est effectué soit par l'Office lui-même, soit pour tout ou partie par le contrôleur externe désigné par le Ministre de l'Environnement, ou par l'Office sur délégation.

Le contrôleur externe est un réviseur d'entreprises c'est-à-dire une personne physique ou morale inscrite dans le registre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises conformément à la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises et organisant la supervision publique de la profession de réviseur d'entreprises.

Le contrôle inclut la vérification d'une éventuelle surcompensation afin de s'assurer que le montant du subside ne dépasse pas le coût moyen constaté dans le secteur au cours des dernières années.

L'entreprise de réutilisation agréée met les pièces justificatives nécessaires à disposition de l'Office et de l'Administration.

Le contrôle et la surveillance du présent arrêté sont également exercés par l'Inspection selon les modalités prévues par le décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 12. En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement peuvent, selon les modalités qu'ils déterminent :

- 1° suspendre le versement de tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'entreprise de réutilisation agréée de se conformer aux obligations non rencontrées;
- 2° rapporter tout ou partie de la subvention proportionnellement aux infractions constatées;
- 3° retirer la décision d'octroi de la subvention et demander à l'entreprise de récupération agréée le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Art. 13. La subvention est également remboursée :

- 1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'entreprise de récupération agréée;
- 2° en cas de fourniture, sciemment ou non, par l'entreprise de récupération agréée, de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de des renseignements sur le montant de la subvention, sans préjudice des poursuites pénales applicables aux personnes ayant fourni les renseignements.

Art. 14. Conformément aux articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, la subvention indûment liquidée est récupérée par toutes voies de droit, en ce compris par compensation.

Art. 15. Les délais, dans le cadre du présent arrêté, sont calculés en jours calendrier. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque le jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoire et finales*

Art. 16. L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation est abrogé.

Art. 17. Les associations sans but lucratif et les sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation, agréées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation, continuent à bénéficier des dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 précité pendant la durée de leur agrément néanmoins limité au 30 avril 2015 à condition qu'elles aient introduit une demande d'agrément dans le cadre du présent arrêté avant le 31 octobre 2014. Dans le cas contraire, leur agrément et le droit aux subventions y afférentes prennent fin au 31 décembre 2014.

Art. 18. Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 1^{re}. — Modalités de calcul de la subvention

1) Paramètres et variables

S = socle de base de la subvention annuelle;

B = bonus;

M = masse salariale annuelle de l'entreprise (€/an), déduction faite des exonérations, des réductions de cotisations et des aides émanant de tout type de pouvoirs publics;

Q = quantité totale réutilisée par an (tonnes);

i = indice fonction de la filière de réutilisation;

QA_i = quantité réutilisée par an par l'entreprise et par catégorie et déterminée par l'agrément (tonnes);

QA'_i = quantité réutilisée par an par l'entreprise et par catégorie en surplus de l'agrément (tonnes);

Xi = montant de la subvention à la tonne réutilisée par catégorie (€/tonnes réutilisées);

E = montant du coefficient de compensation de la perte de productivité (€);

2) Socle de base (S)

Le socle de base de la subvention annuelle se calcule comme suit :

$$S = (QA_i * Xi) + (M/30.000) * E$$

3) Bonus (B)

Le bonus qui peut être accordé, sous réserve de disponibilités budgétaires, aux entreprises sur base des tonnages réutilisés en surplus de l'agrément se calcule comme suit :

$$B = (QA'_i * Xi)$$

Si, pour l'année de référence, la somme des bonus sollicités par les entreprises est supérieure au solde budgétaire disponible, le bonus alloué (B) est réduit à due proportion :

$$B = (QA'_i * Xi) * (\text{solde budgétaire disponible} / \text{budget bonus sollicité})$$

Pour bénéficier de subvention à la tonne réutilisée, l'entreprise de réutilisation satisfait, pour les déchets et biens visés ci-après à un critère de qualité comme suit :

1° les cartouches et toners réutilisés répondent aux normes ASTM F 2036 - 04 et ASTM F 1856 - 04; les caractéristiques étant prises en considération par les normes précitées pour garantir une qualité identique entre les cartouches ou les toners neufs et les cartouches ou les toners remanufacturés sont les suivantes :

a) la consommation de toner par page et au taux de couverture de 5 %;

b) le rendement de la cartouche, à savoir, le nombre de pages pouvant être imprimées avec un taux de couverture de 5 %;

c) la densité des impressions, à savoir, la qualité d'impression;

d) la mesure de densité du blanc des feuilles imprimées afin de s'assurer qu'un grisé n'apparaît pas lors de l'utilisation de la cartouche.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 2. — Montant du subside à la tonne réutilisée par catégorie de biens réutilisés

La valeur du subside à la tonne réutilisée par catégorie de biens réutilisés est la suivante :

Catégorie	Xi (€/tonne)
Textiles	200
Objets valorisables	90
DEEE (sauf IT)	300
DEEE (IT)	375
Cartouches & toners	450
Déconstruction	75

Les catégories de filières de réutilisation et les montants de la subvention à la tonne réutilisée y afférents sont déterminés pour une période minimale de cinq ans débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Annexe 3. — Coefficient de compensation de la perte de productivité

Le coefficient E est fixé à deux mille euros.

Il est déterminé pour une période minimale de cinq ans débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202762]

3. APRIL 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 6, § 5, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und ersetzt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, Artikel 18bis, eingefügt durch das Dekret vom 10. Mai 2012, und Artikel 37;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind;

Aufgrund des am 20. Juni 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Juli 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. September 2013 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 15. Januar 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 54.641/2;

In Erwägung des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft, Artikel 2, Absatz 2;

In Erwägung des am 30. September 2013 abgegebenen, besonders begründeten Gutachtens des "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Wallonischer Rat für die Sozialwirtschaft);

In der Erwägung, dass der von der Regierung am 30. März 2006 genehmigte Strategieleitfaden im Rahmen der Vermeidung von Abfällen eine Unterstützung und Strukturierung der Wiederverwendungssparten vorsieht, insbesondere im Bereich der Sozialwirtschaft;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der regionalen Abfallpolitik in der regionalpolitischen Erklärung vorgesehen wird, dass die Entstehung von Sparten in der Sozialwirtschaft anhand geeigneter regionaler Zuschüsse gefördert wird;

In der Erwägung, dass es zur Förderung der Wiederverwendung durch die Sozialwirtschaftsunternehmen wichtig ist, Maßnahmen zu bestimmen, die der Vielfalt des Sektors und den unterschiedlichen Sparten, die sich entwickeln, Rechnung tragen;

In der Erwägung, dass es in dieser Hinsicht wichtig ist, den Umweltnutzen der Sparte zu berücksichtigen;

Auf gemeinsamen Vorschlag des Ministers für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien und des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° das Dekret Abfälle: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° das Dekret Sozialwirtschaft: das Dekret vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft;

3° der Minister für Wirtschaft: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört;

4° der Minister für Umwelt: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;

5° das Amt: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) im Sinne von Artikel 23, 34 und ff. des Dekrets Abfälle;

6° die Verwaltung: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

7° die Vorbereitung zur Wiederverwendung: jeder Vorgang im Sinne von Artikel 2, 36° des Dekrets Abfälle;

8° Wiederverwendungsbetrieb: die Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder die Handelsgesellschaft mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen tätig ist;

9° der Verkaufsraum: die Gewerbefläche, die dem Verkauf von wiederverwendeten Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen gewidmet ist;

10° der DAWI: der Dienst von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse im Sinne der Artikel 14 und 106, § 2 des Vertrages über die Arbeitsweise der Europäischen Union, abgekürzt "VAEU", sowie des dem VAEU beigefügten Protokolls Nr. 26, für den ein Mandat im Sinne von Artikel 7 erstellt wird;

11° der Beschluss: der Beschluss der Kommission vom 20. Dezember 2011 über die Anwendung von Artikel 106 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf staatliche Beihilfen in Form von Ausgleichsleistungen zugunsten bestimmter Unternehmen, die mit der Erbringung von Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind, Amtsblatt der EU vom 11.1.2012, L 7/3;

12° der Zuschuss: die Ausgleichszahlung zur Erbringung eines DAWI;

13° der beauftragte Beamte: einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie genannten Beamten, d.h. der Generaldirektor, der Generalinspektor, der Direktor, der erste Attaché oder der Attaché des Amtes oder der Verwaltung, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 4 und 5 des besagten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009;

14° Entlohnung: der Begriff der Entlohnung im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung der Arbeitnehmer;

15° die Lohnsumme: die Lohnsumme der Arbeitnehmer, die am Gesellschaftssitz sowie am oder an den Betriebsstätten des Wiederverwendungsbetriebs Produktionsaufgaben im Bereich der Wiederverwendung oder der Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen erfüllen, und die die gesamten Entlohnungen und LASS-Beiträge abzüglich der Befreiungen, der Beitragsermäßigungen und der Beihilfen von jeder Art öffentlicher Behörden zur Übernahme der Gesamtheit oder eines Teils der Entlohnung der Arbeitnehmer umfasst;

16° Einschreibesendung: ein bei der Post aufgebener Einschreibebrief, ein elektronisches Einschreiben oder jede Einsendung, die ein sicheres Datum verleiht;

17° die Inspektion: die Abteilung Inspektion der operativen Generaldirektion Unternehmen, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

KAPITEL II — *Zulassung der Wiederverwendungsbetriebe*

Art. 2 - § 1. Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt können den Wiederverwendungsbetrieb zulassen, der folgende Bedingungen erfüllt:

1° eine juristische Person in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht im Sinne des Gesetzes vom 27. Juni 1921 über die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, die internationalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und die Stiftungen, oder in der Form einer Handelsgesellschaft mit sozialer Zielsetzung im Sinne der Artikel 2 und 661 des Gesellschaftsgesetzbuches sein;

2° als Gesellschaftszweck die Wiederverwendung oder die Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen in der Wallonie haben, und sich als DAWI dazu verpflichten, die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Sinne von Artikel 7, § 1, Abs. 3 zu erfüllen;

3° unter seinen Verwaltungsmitgliedern, Geschäftsführern, Mandatträgern oder Personen, die für den Wiederverwendungsbetrieb Verbindlichkeiten eingehen dürfen, keine Personen zählen, die durch einen oder mehrere rechtskräftige Beschlüsse

a) die Ausübung einer solchen Funktion aufgrund der Gesetzgebung bezüglich des für bestimmte Verurteilte und für Konkurschuldner geltenden gerichtlichen Verbots, bestimmte Ämter, Berufe oder Tätigkeiten auszuüben, nicht mehr wahrnehmen dürfen;

b) während eines Zeitraums von fünf Jahren vor dem Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung

- in Anwendung der Artikel 229, 5°, 265, 315, 456, 4° und 530 des Gesellschaftsgesetzbuches für verantwortlich für die Verpflichtungen oder Schulden einer in Konkurs geratenen Gesellschaft gehalten worden sind;

- nicht mehr im Besitz ihrer zivilen und politischen Rechte sind;

c) innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor dem Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung wegen eines steuerrechtlichen Verstoßes oder eines Verstoßes im sozialen Bereich oder im Bereich der gesetzlichen bzw. verordnungsmäßigen Bestimmungen in Bezug auf die Tätigkeitsausübung des Wiederverwendungsbetriebs verurteilt worden sind;

d) innerhalb eines Zeitraums von fünf Jahren vor dem Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung wegen eines Verstoßes

- gegen die Gesetzgebung und die Regelungen, die in der Wallonischen Region in Sachen Umweltschutz in Kraft sind,

- gegen eine gleichwertige Gesetzgebung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, verurteilt worden sind;

4° den Verpflichtungen genügen, die in den sozialen, steuerrechtlichen und umweltrechtlichen Bestimmungen und Regelungen sowie in denjenigen, die auf die Ausübung seiner Aktivität anwendbar sind, vorgesehen sind, oder sich verpflichten, den einschlägigen Auflagen innerhalb der von der zuständigen Verwaltung festgelegten Fristen nachzukommen;

5° keine ausstehenden Schulden haben gegenüber der Europäischen Union, dem Staat, der Französischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der "Société wallonne d'économie sociale marchande" (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft - nachstehend "SOWECSOM" genannt), dem Landesamt für soziale Sicherheit, einem Fonds für Existenzsicherheit oder für Rechnung von Letzterem;

6° den in Artikel 1 des Dekrets Sozialwirtschaft genannten Grundsätzen Rechnung tragen;

7° die folgenden Eigenschaften besitzen:

a) über mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region verfügen, der der Tätigkeit als Betrieb für die Wiederverwendung oder Vorbereitung zur Wiederverwendung von auf dem Gebiet der Wallonischen Region gesammelten Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen gewidmet ist, und dessen Gesamtflächen für die Sortierung, die Reparatur, die Verarbeitung, den Verkauf und die Lagerung mindestens 400 m² erreichen, wobei die Parkflächen nicht mitgerechnet sind;

b) ein System zur Messung der ein- und ausgehenden Ströme von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen benutzen;

c) die nach einem Finanzplan zureichenden finanziellen Garantien vorweisen können, und über die zureichenden technischen und menschlichen Mittel verfügen (bzw. sich dazu verpflichten), die es möglich machen, die Durchführung der Aktivitäten, für die die Zulassung in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Dekrets Abfälle und seinen Ausführungserlassen beantragt wird, zu gewährleisten;

d) eine ihrer Rechtspersönlichkeit entsprechende und analytische Buchhaltung führen, was die Aktivität des Wiederverwendungsbetriebs betrifft;

e) sich dazu verpflichten, binnen eines Zeitraums von drei Monaten einen Versicherungsvertrag zur Abdeckung der zivilrechtlichen Haftung abzuschließen, oder den Beweis des Abschlusses eines solchen Vertrags zu übermitteln;

f) wenn die zum Verkauf angebotenen Produkte für die breite Öffentlichkeit bestimmt sind, das oder die etwaigen Verkaufsräume während mindestens 12 Stunden pro Woche, die auf mindestens drei Tage verteilt sind, worunter mindestens ein Tag in der Woche (vom Montag bis Freitag) bis 20 Uhr oder mindestens drei Stunden am Samstag oder Sonntag, für die Öffentlichkeit zugänglich machen;

g) seine Aktivitäten während mindestens 35 Stunden in der Woche ausüben, und ständig und regelmäßig Sammlungen zur Materialversorgung zwecks dieser Aktivitäten organisieren, unbeschadet der dies betreffenden Befugnisse der Gemeinde und ggf. der dies betreffenden übertragenen Befugnisse der Interkommunalen;

h) die vorgesehenen Verhütungs- und Vorsorgemaßnahmen zugunsten der Gesundheit des Menschen und der Umwelt gemäß der in Artikel 3, Absatz 2, 6° genannten Anweisung beachten;

8° die innerhalb der zuständigen paritätischen Kommission abgeschlossenen Kollektivabkommen einhalten;

9° an einem der Verbesserungsverfahren zur Steigerung der Qualität teilnehmen, die vom Amt anerkannt werden, welches ein Instrument zur Diagnose und Überwachung des Projekts in Bezug auf die Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen bietet;

10° nicht Gegenstand einer Anordnung zur Rückerstattung gemäß einer Entscheidung der Europäischen Kommission sein, die Beihilfen für illegal und nicht mit dem Binnenmarkt vereinbar erklärt;

11° sich verpflichten, an jeder Studie in Bezug auf die Wiederverwendung oder Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen teilzunehmen, die auf Initiative des Amtes und der Verwaltung, für Rechnung der Wallonischen Region geführt wird, und für welche er herangezogen wird;

12° bei allen Formen von Unternehmen kein Unternehmen mit finanziellen Schwierigkeiten im Sinne der Artikel 332 und 633 des Gesellschaftsgesetzbuches sein, oder nicht die Bedingungen erfüllen, um nach dem auf das Unternehmen anwendbaren nationalen Recht einem kollektiven Insolvenzverfahren unterworfen zu werden;

13° was den als Handelsgesellschaft eingerichteten Wiederverwendungsbetrieb betrifft, sich dazu verpflichten, die Artikel 661 bis 669 des Gesellschaftsgesetzbuches zu beachten;

14° sich dazu verpflichten, den Beweis zu erbringen, dass der Zuschuss zur Ausgleichszahlung der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes nicht zu einer Überkompensierung der als DAWI mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes verbundenen Kosten führt, in Übereinstimmung mit dem Beschluss;

15° was die Arbeitnehmer betrifft, sich dazu verpflichten, dem Begriff einer angemessenen Arbeitsstelle im Sinne des Königlichen Erlasses vom 25. November 1991 zur Regelung der Arbeitslosigkeit in der Charta des Sozialversicherten und im Sinne des Ministerialerlasses vom 26. November 1991 zur Festlegung der Anwendungsmodalitäten der Regelung der Arbeitslosigkeit in der Charta des Sozialversicherten Rechnung zu tragen;

16° sich zur Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Juli 1987 über die Zeitarbeit, die Leiharbeit und die Bereitstellung von Arbeitskräften für Benutzer verpflichten.

§ 2. Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt legen die in § 1 genannten Bedingungen fest und bestimmen deren Anwendungsmodalitäten.

Der Minister für Umwelt kann je nach Materialstrom spezifische Kriterien und Zielsetzungen für die Wiederverwendung bestimmen.

§ 3. Um die auf der Grundlage vorliegenden Erlasses erteilte Zulassung in Anspruch zu nehmen, hat der Antragsteller, dessen Gesellschaftssitz sich entweder in der Region Brüssel-Hauptstadt oder in der Flämischen Region befindet, oder der dort als juristische Person bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist, nachzuweisen, dass er Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, die durch das Dekret Abfälle, seine Ausführungserlasse und vorliegenden Erlass bestimmt werden.

Um die auf der Grundlage vorliegenden Erlasses erteilte Zulassung in Anspruch zu nehmen, hat der Antragsteller, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, nachzuweisen, dass er in seinem Ursprungsland Zulassungsbedingungen genügt, die denen entsprechen, die durch das Dekret Abfälle, seine Ausführungserlasse und vorliegenden Erlass bestimmt werden, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Antragsteller her stammt.

Um die auf der Grundlage vorliegenden Erlasses erteilte Zulassung in Anspruch zu nehmen, hat der Antragsteller, dessen Gesellschaftssitz sich im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums befindet, den Zulassungsbedingungen zu genügen, die durch das Dekret Abfälle, seine Ausführungserlasse und vorliegenden Erlass bestimmt werden, und nachzuweisen, dass er in seinem Ursprungsland Dienstleistungen der gleichen Art erbringt, und dies ohne direkte oder indirekte, auf dem Staat gestützte Diskriminierung, aus dem der zulassungsbedürftige Antragsteller her stammt.

Art. 3 - Der Antragsteller reicht den Antrag auf Zulassung oder Erneuerung der Zulassung in zwei Exemplaren per Einschreibesendung bei dem Amt ein. Im Falle einer Zulassungserneuerung wird der Antrag spätestens hundertfünfzig Tage vor dem Ende der laufenden Zulassung eingereicht. Wenn die vorgenannte Frist nicht eingehalten wird, kann der Erneuerungsantrag als ein neuer Zulassungsantrag betrachtet werden.

Der Antrag enthält folgende Elemente:

- 1° eine Abschrift der Gründungsurkunde, der Satzungen und ihrer etwaigen Abänderungen;
- 2° die Angabe des Gesellschaftssitzes und des oder der Betriebssitze in der Wallonischen Region, eine Abschrift der betreffenden Umweltgenehmigungen, sowie die Anschrift, die elektronischen Kontaktdaten, die Telefon- und Faxnummer des Gesellschaftssitzes und des oder der Betriebssitze;
- 3° die Namenliste der Verwalter, Geschäftsführer und Personen, die befugt sind, für den Wiederverwendungsbetrieb Verpflichtungen einzugehen, mit einer Abschrift der Urkunde, durch die diese Personen bezeichnet werden;
- 4° einen Auszug aus dem Strafregister betreffend die unter Ziffer 3° genannten Personen;
- 5° die Unternehmensnummer;
- 6° eine Anweisung, in der die vorgesehenen Verhütungs- und Vorsorgemaßnahmen zugunsten der Gesundheit und der Umwelt angegeben werden, sowie eine Abschrift des abgeschlossenen Haftpflichtversicherungsvertrags;
- 7° den Unternehmensplan, einschließlich folgender Elemente:
 - a) eine Beschreibung der Art und der Mengen der behandelten Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, des bedienten geographischen Gebiets, der Organisation der Sammlung und der Vorbereitung zwecks der Wiederverwendung, der Modalitäten für die Messung der gesammelten und zwecks der Wiederverwendung vorbereiteten Materialströme und ggf. der bereits gesammelten und wiederverwendeten Mengen (in Tonnen);
 - b) die voraussichtliche Anzahl Tonnen pro Jahr von Abfällen und wiederverwendeten Erzeugnissen oder Komponenten von Erzeugnissen in der Wallonischen Region und für die in a) genannten Aktivitäten, für die der Betrieb die Zulassung beantragt, sowie die Verteilung der Menge (in Tonnen) je nach Art der Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen gemäß Artikel 9, § 2;
 - c) die Modalitäten für die Lagerung und die geplanten Reparaturen;
 - d) die Methodologie zur Weiterverfolgung der physikalischen und finanziellen Ströme, und eine detaillierte Beschreibung der Modalitäten zur Berichterstattung der Aktivität;
 - e) die Anzahl der beschäftigten Personen, und die Umrechnung dieser Zahl in Vollzeitäquivalenten, die entsprechende globale Lohnsumme sowie die spezifische Lohnsumme für die Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, unter Ausschluss der Führungs- und administrativen Stellen;
 - f) ggf. die Öffnungszeiten der Verkaufsräume;
 - g) der Finanzplan;
- 8° die Referenzen der Genehmigungen, Zulassungen, Registrierungen und Zertifizierungen, über die der Wiederverwendungsbetrieb in Sachen Umwelt und Abfälle verfügt, sowie alle anderen Dokumente, die die Einhaltung der in Artikel 2 genannten Bedingungen belegen;
- 9° die ausführliche Liste aller anderen Zulassungen, Genehmigungen, Registrierungen und Zertifikate in Zusammenhang mit den Aktivitäten, für die die Zulassung verlangt wird.

Das Amt kann alle zusätzlichen Dokumente verlangen, durch die bewiesen werden kann, dass der Antragsteller zureichende finanzielle, technische und menschliche Mittel besitzt (oder sich verpflichtet, diese zu besitzen), um seine Aktivität im Bereich der Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung auszuüben.

In Abweichung von § 1 wird der Antragsteller, der den Beweis seiner Zulassung als Eingliederungsbetrieb im Sinne des Dekrets vom 19. Dezember 2012 über die Zulassung und die Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erbringt, von den Verpflichtungen nach Ziffern 1° bis 5° des Absatzes 2 befreit.

Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt können den Inhalt des in Abs. 2 genannten Antrags genauer bestimmen und ergänzen.

Art. 4 - Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt befreien den Antragsteller von der Verpflichtung, die in Artikel 3, § 1, 1° bis 5° genannten Unterlagen einzureichen, wenn das Amt, die Verwaltung oder die Inspektion durch den Zugang zum Nationalregister, zu der Zentralen Datenbank der Unternehmen und der Datenbank der Landesamtes für soziale Sicherheit über diese Unterlagen verfügt.

Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt befreien den Wiederverwendungsbetrieb, der entweder in der Region Brüssel-Hauptstadt oder in der Flämischen Region eingetragen ist, und mittels des Zugangs zu authentischen Datenquellen identifiziert oder erfasst wird, von der Verpflichtung, einen vorherigen Zulassungsantrag einzureichen, wenn dieser Betrieb auf dem Gebiet der Wallonischen Region Aktivitäten im Bereich der Wiederverwendung oder der Vorbereitung zur Wiederverwendung leistet oder zu leisten beabsichtigt, unter der Bedingung, dass er gleichwertige Bedingungen als diejenigen unter Artikel 2 erfüllt und den Beweis dafür erbringt.

Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt befreien den Wiederverwendungsbetrieb von der Verpflichtung, den Beweis für die Einhaltung der gesamten oder eines Teils der in Artikel 2 genannten Verpflichtungen zu erbringen, wenn das Amt oder die Verwaltung sich von der Einhaltung dieser Verpflichtungen entweder durch den Zugang zu authentischen Datenquellen oder mittels einer Zusammenarbeit zwischen den föderierten Gebietskörperschaften vergewissern kann.

Art. 5 - § 1. Das Amt bestätigt den Eingang des Antrags binnen zehn Tagen und richtet binnen der gleichen Frist ein Exemplar der Akte an die Verwaltung zwecks der Prüfung der Einhaltung der in Artikel 1 des Dekrets Sozialwirtschaft genannten Grundsätze.

Die Verwaltung verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Akte, um dem Amt ihr Gutachten abzugeben.

Das Amt stellt dem Antragsteller und der Verwaltung seinen Beschluss über die Vollständigkeit der Akte binnen einer Frist von sechzig Tagen ab dem Eingang des Antrags per Einschreibesendung zu. Ist die Akte unvollständig, so werden in dieser Zustellung die noch zu übermittelnden Informationen und Dokumente angegeben. Der Antragsteller übermittelt die mitzuteilenden Informationen und Schriftstücke dem Amt und der Verwaltung. Letztere verfügt über zwanzig Tage, um dem Amt ihr Gutachten über die ergänzenden Unterlagen abzugeben. Das Amt stellt dem Antragsteller und der Verwaltung seinen Beschluss über die Vollständigkeit der Akte binnen einer Frist von zwanzig Tagen ab dem Eingang des Gutachtens der Verwaltung zu.

Das Amt untersucht die Akte und stellt dem Minister für Umwelt seinen Bericht in zwei Exemplaren binnen sechzig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses über die Vollständigkeit der Antragsakte zu.

§ 2. Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt fassen ihren Beschluss über den Zulassungsantrag binnen neunzig Tagen ab der Mitteilung, dass die Akte vollständig ist. In diesem Beschluss werden insbesondere folgende Elemente bestimmt:

- 1° die Rechte und Pflichten des Zulassungsinhabers gemäß Artikel 2;
- 2° die Art und Dauer der Verpflichtungen öffentlichen Dienstes;
- 3° die Art der etwaigen Exklusiv- oder Sonderrechte, die gewährt wurden;
- 4° die Modalitäten für die Übermittlung der Daten, die zur Weiterverfolgung der Zulassung und der Aktivität nötig sind;
- 5° die Modalitäten für die Behandlung und Wiederverwendung der Güter oder Abfälle und das Verfahren zur Verbesserung der Qualität;
- 6° die jährliche Anzahl wiederverwendeter Tonnen in der Wallonischen Region, verteilt je nach Art der Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen gemäß Artikel 9, § 2, für die der genannte Basiszuschuss nach Artikel 9 gewährt wird.

Das Amt stellt dem Antragsteller den im Einvernehmen mit dem Minister für Wirtschaft gefassten Beschluss des Ministers für Umwelt binnen zehn Tagen ab seinem Empfang per Einschreibesendung zu. Eine Abschrift des Beschlusses wird der Verwaltung übermittelt.

§ 3. Wenn das Amt dem Antragsteller den in § 1, Absatz 3 genannten Beschluss nicht binnen der eingeräumten Frist zugesandt hat, gilt die Akte als vollständig und wird das Verfahren weitergeführt. Das Amt untersucht die Akte und stellt dem Minister für Umwelt seinen Bericht in zwei Exemplaren binnen sechzig Tagen ab dem Eingangsdatum des Zulassungsantrages zu.

§ 4. Dem Antragsteller steht es offen, am Ablauf der in Artikel 5, § 2 et § 3 genannten Fristen bei der Regierung eine Beschwerde gegen eine Verweigerung der Zulassung oder das Fehlen eines Beschlusses einzureichen.

Diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird diese Beschwerde binnen zwanzig Tagen ab dem Empfang des Beschlusses oder dem Ablauf der in Artikel 5, § 2 und § 3 erwähnten Fristen an die Regierung, an die Adresse des Amtes, per Einschreibesendung gerichtet.

Die Beschwerde wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Angaben:

- 1° die Bezeichnung oder den Gesellschaftsnamen des Antragstellers, seine Rechtsform, die Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie den Namen, den Vornamen, die Anschrift und die Eigenschaft der zur Einreichung der Beschwerde bevollmächtigten Person;
- 2° die Referenzen, den Gegenstand und das Datum des angefochtenen Beschlusses;
- 3° die gegen den angefochtenen Beschluss erörterten Mittel.

Wenn der Beschluss, gegen den die Beschwerde eingereicht wird, die Bestimmungen von Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2009 über die Sozialwirtschaft betrifft, beantragt das Amt ab dem Eingang der Beschwerde das Gutachten des Ministers, zu dessen Zuständigkeit die Sozialwirtschaft gehört, der selber ein Gutachten des "Conseil wallon de l'Economie sociale" verlangen kann. Der Minister für Wirtschaft verfügt über eine Frist von dreißig Tagen, um dem Amt sein Gutachten zu übermitteln; nach Ablauf dieser Frist kann das Verfahren weitergeführt werden.

Das Amt prüft die Beschwerde und übermittelt der Regierung binnen einer Frist von fünfzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde, oder von siebzig Tagen in dem in Absatz 3 erwähnten Fall, seinen zusammenfassenden Bericht mit einem Beschlussvorschlag.

Die Regierung übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss binnen einer Frist von neunzig Tagen ab dem Eingang der Beschwerde, oder von hundertzwanzig Tagen in dem in Absatz 3 erwähnten Fall per bei der Post aufgegebenes Einschreiben. In Ermangelung eines Beschlusses innerhalb der eingeräumten Frist gilt die Beschwerde als abgewiesen.

Art. 6 - Ein Antrag zur Erneuerung der Zulassung kann von einem Antragsteller, dessen Zulassung als Wiederverwendungsbetrieb entzogen oder ausgesetzt worden ist, und im letzten Falle während der Dauer der Aussetzung, nicht eingereicht werden, außer wenn die Zulassung im Laufe der Aussetzungsperiode abläuft.

Art. 7 - § 1. Die Zulassung bildet ein Mandat zur Verwaltung eines DAWI und ist nur dazu bestimmt, die Gewährung des in Artikel 9 genannten Zuschusses zu erlauben, der es dem zugelassenen und über ein Mandat verfügbaren Wiederverwendungsbetrieb ermöglicht, den mit den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes verbundenen Produktivitätsverlust auszugleichen.

Das Mandat wird dem DAWI in Übereinstimmung mit dem Beschluss erteilt.

Der DAWI setzt folgende Verpflichtungen öffentlichen Dienstes voraus:

- 1° Bestimmung und Umsetzung eines Projektes zur Erfüllung unzureichend befriedigter gesellschaftlicher Bedürfnisse;

2° Gewährleistung der Entwicklung des Wiederverwendungsbetriebs in seinen besonderen Aktivitäten und Zwecken in Zusammenhang mit dem Sektor der Sozialwirtschaft, mittels der Beschäftigung von wenig qualifizierten Arbeitnehmern und der Beteiligung des Personals an der Betriebsführung des Wiederverwendungsbetriebs;

3° Gewährleistung der Umweltfreundlichkeit der Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen;

4° Förderung des Zuwachses der Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung;

5° Gewährleistung der Einhaltung der Verpflichtungen nach Artikel 2, § 1, Absatz 1, 7, a, b, f, g, 9°, und 11°.

Der Zuwachs nach § 1, Ziffer 4° ist Gegenstand einer Kontrolle durch das Amt auf der Grundlage der Elemente, die in der in Artikel 10, § 1, Absatz 2, 2° vorgesehenen Mitteilung der statistischen Daten und Erklärung enthalten sind.

Die besonderen Schwierigkeiten in Zusammenhang mit dem Markt und dem Zugang zu den Versorgungsquellen, die dem Zuwachs entgegenstehen, sind Gegenstand eines begründeten Berichts an das Amt.

§ 2. Im Falle eines ersten Zulassungsantrags im Rahmen vorliegenden Erlasses wird die Zulassung vom Minister für Wirtschaft und vom Minister für Umwelt für eine Dauer von zwei Jahren gewährt. Die vorgenannte Dauer wird auf fünf Jahre verlängert, wenn es sich um einen Wiederverwendungsbetrieb handelt, der bereits eine Zulassung im Rahmen des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 erhalten hat, und am Datum des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses über die Zulassung verfügt.

Im Rahmen der Erneuerung einer Zulassung, die kraft vorliegenden Erlasses gewährt wurde, ist die Dauer der Zulassung fünf Jahre.

Die Zulassung kann keiner Drittperson übertragen werden.

§ 3. Der Inhaber der Zulassung teilt dem Amt binnen einer Frist von höchstens neunzig Tagen alle bedeutenden Änderungen betreffend die Angaben in seinem Zulassungsantrag mit.

Er informiert das Amt mindestens zehn Tage im Voraus, außer in Fällen höherer Gewalt, über jede Einstellung der Aktivität, die Gegenstand der Zulassung ist.

§ 4. Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt können die Bedingungen der Zulassung ergänzen oder abändern:

1° wenn sie feststellen, dass diese Bedingungen zur Förderung der Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung nicht mehr geeignet sind,

2° um die Einhaltung von Zielsetzungen je Materialstrom zu gewährleisten.

Art. 8 - Die Zulassung kann vom Minister für Wirtschaft und vom Minister für Umwelt ausgesetzt oder entzogen werden:

1° wenn die Aktivität eine Gefahr für die menschliche Gesundheit oder einen Umweltschaden mit sich bringt;

2° bei Nichtbeachtung des Dekrets Abfälle, des Dekrets Sozialwirtschaft und des vorliegenden Erlasses;

3° wenn die in Artikel 10 genannten Auskünfte ihm nicht binnen der eingeräumten Fristen mitgeteilt worden sind.

Die Zulassung darf nicht für einen Zeitraum, der sechs Monate überschreitet, ausgesetzt werden. Nach Ablauf dieser Frist wird die Zulassung entzogen, wenn der Wiederverwendungsbetrieb den im Aussetzungsbeschluss erwähnten Bedingungen nicht genügt.

Das Amt stellt dem Wiederverwendungsbetrieb den Beschluss zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung binnen dreißig Tagen, nachdem es den Beschluss empfangen hat, per Einschreibesendung zu. Eine Abschrift des Beschlusses wird der Verwaltung übermittelt.

KAPITEL III — *Der Zuschuss*

Art. 9 - § 1. Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt gewähren dem zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb einen jährlichen Zuschuss, der an die Dauer der Zulassung gebunden ist, und dazu bestimmt ist, die sich aus den Aktivitäten der Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung ergebenden Verpflichtungen öffentlichen Dienstes auszugleichen.

Der jährliche Zuschuss, nachstehend Basiszuschuss genannt, ist an die Anzahl der in der Wallonischen Region jährlich wiederverwendeten Tonnen je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, für die der Wiederverwendungsbetrieb zugelassen ist, und an die ausschließlich den Wiederverwendungsaktivitäten gewidmeten Humanressourcen gebunden.

Dieser Basiszuschuss kann durch einen Bonus ergänzt werden, der an die Anzahl der durch den Betrieb in der Wallonischen Region jährlich wiederverwendeten Tonnen, je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, zusätzlich zu der in der Zulassung vorgesehenen Tonnenmenge gebunden ist.

Der in Absatz 1 genannte Zuschuss wird teilweise durch den Minister für Umwelt, was den Zuschuss pro wiederverwendete Tonne betrifft, und teilweise durch den Minister für Wirtschaft, was den Ausgleich für den Produktivitätsverlust betrifft, gewährt.

§ 2. Die Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, die bei der Berechnung des Zuschusses berücksichtigt werden, sind Abfälle, die einer der folgenden Kategorien angehören:

1° Textilien wie z.B. Textilien aus Haushalten, Haushaltswäsche, Schuhe und Bekleidungszubehör/Kleinlederwaren, Stoff;

2° verwertbare Gegenstände, wie z.B. Küchenmöbel, Gartenmöbel, Wohn-, Ess-, Schlafzimmernmöbel, Büromöbel (einschließlich Matratzen und Teppiche), Geschirr, Dekoartikel, Fahrräder, Bücher, Spielzeug, Schwimmbäder, Fitnessmaterial, Liegestühle; Sportausrüstungen, CD, DVD, Vinylschallplatten, Musikinstrumente, Campingmaterial, Werkzeuge, Benzin-Rasenmäher, Mopeds;

3° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen (AEEA) mit Ausnahme der IT- und technologischen Ausrüstungen, wie z.B. Waschmaschinen, Geschirrspüler, Trockner; Kühl- und Gefrierschränke, Kochherde, Kochfelder, Öfen, Mikrowellenöfen, Dunstabzugshauben, Bügeleisen, Küchenmaschinen, Staubsauger, Bohnermaschinen; Lampen, Beleuchtung, Nähmaschinen, elektrische Ausrüstung, Kaffeemaschinen, Ventilatoren;

4° Abfälle aus elektrischen und elektronischen Ausstattungen (AEEA) einschließlich der IT- und technologischen Ausrüstungen, wie z.B. Computer, Drucker, Telefone, Handys, Faxgeräte, Fotokopierapparate, Bildschirme, Computer-Peripheriegeräte, Hi-fi, Video, Fotoapparate, Kameras, Projektoren, Verstärker, Radios, Consolen, Babyphones;

5° Tinten- und Tonerpatronen;

6° Baumaterialien wie z.B. Mauer- und Dachziegel, Fenster- und Türrahmen, Träger, Rinnen, Betonsteine, Fußböden, Bodenbeläge, Fliesen, Werksteine, Pflaster, Rohre, Paneele, Farben, Sanitär, Heizungen, Öfen, Boiler, Türen, Fenster.

§ 3. Die Formel zur Berechnung des Zuschusses, die Variablen in Verbindung mit den Kategorien von wiederverwendeten Abfällen, Erzeugnissen oder Komponenten von Erzeugnissen, und der Lohnsumme-Faktor werden in Übereinstimmung mit den Anlagen 1 bis 3 vorliegenden Erlasses bestimmt und festgesetzt.

Der Lohnsumme-Faktor wird auf der Grundlage der zu Lasten des Wiederverwendungsbetriebs fallenden Lohnsumme der Arbeitnehmer berechnet, die kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder gleichgestelltes Diplom besitzen.

Der Bonus pro wiederverwendete Tonne nach § 1, Abs. 3 wird nach den Modalitäten gemäß Anlagen 1 bis 3 vorliegenden Erlasses berechnet, ohne Miteinbeziehung des Lohnsumme-Faktors.

Wenn der beantragte Bonus-Budget das verfügbare Budget-Saldo übertrifft, wird der gewährte Bonus entsprechend gekürzt.

Art. 10 - § 1. Binnen dreißig Tagen ab der Mitteilung durch das Amt des Beschlusses zur Erteilung der Zulassung an den Wiederverwendungsbetrieb zahlt der zuständige beauftragte Beamte dem zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb einen ersten Vorschuss aus, in Höhe von fünfundsiebzig Prozent des Jahresbetrags des Zuschusses, so wie er auf der Grundlage der in Artikel 9 festgelegten Kriterien berechnet wird.

Jedes Jahr, frühestens zum Jahrestag der Zustellung des Zulassungsbeschlusses, schickt der zugelassene Wiederverwendungsbetrieb dem Amt und der Verwaltung die Belege und statistischen Daten zur Rechtfertigung des gewährten jährlichen Zuschusses und zum Nachweis der Einhaltung der Kriterien und Bedingungen, die die Berechnung der Höhe des Zuschusses bestimmt haben, d.h.

- 1° den von der Sammlung gedeckten geographischen Bereich;
- 2° die Anzahl der jährlich gesammelten, sortierten, verarbeiteten und wieder auf den Markt gebrachten Tonnen;
- 3° die Anzahl der jährlich in der Wallonischen Region wiederverwendeten Tonnen, je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, für die der Wiederverwendungsbetrieb zugelassen ist;
- 4° die Art, die Menge und die Bestimmung der nicht wiederverwendeten Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen;
- 5° die Art und Weise, wie und der Ort, wo die Güter wieder auf den Markt gebracht werden;
- 6° eine Erklärung, in der die verschiedenen Kosten beschrieben werden, die der Wiederverwendungsbetrieb im Rahmen der mit seiner Zulassung verbundenen Aktivitäten jährlich getragen hat;
- 7° die in Volleinheiten gerechnete Anzahl der Arbeitnehmer, die der Aktivität des Wiederverwendungsbetriebs im Rahmen seiner Zulassung zugewiesen sind;
- 8° die Namenliste der Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, und die der Wiederverwendungsbetrieb den Aktivitäten, die sich auf seine Zulassung beziehen, zugewiesen hat;
- 9° die jährliche Lohnsumme der Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, die der Wiederverwendungsbetrieb den Aktivitäten, die sich auf seine Zulassung beziehen, zugewiesen hat;

10° die effektive Lohnsumme zu Lasten des Wiederverwendungsbetriebs für das Bezugsjahr und für die Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, die der Wiederverwendungsbetrieb den Aktivitäten, die sich auf seine Zulassung beziehen, zugewiesen hat;

11° den genehmigten Jahresabschluss in Bezug auf das Bezugsjahr für die Zahlung des Zuschusses, so wie er nach dem auf die juristische Person anwendbaren Buchhaltungsrecht und ggf. auf analytische Weise, was die Aktivität der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung betrifft, erstellt wurde, und ggf. den Bericht des Kommissars, der in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftsgesetzbuch oder mit dem Gesetz über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen benannt wurde;

12° die Bilanz der Umsetzung des Verbesserungsverfahrens zur Steigerung der Qualität nach Artikel 2, § 1, 10°.

§ 2. Unter Vorbehalt der Validierung der Belege durch das Amt und die Verwaltung zahlt der zuständige Beamte den für das Vorjahr noch zu zahlenden Restbetrag des Zuschusses sowie den neuen Vorschuss in Höhe von fünfundsiebzig Prozent des Jahresbetrags des Zuschusses aus.

Wenn die Belege die Überweisung von hundert Prozent des vorgesehenen jährlichen Zuschusses nicht erlauben, wird der Restbetrag proportional ausgezahlt.

Falls der zu überweisende Restbetrag des Zuschusses ein Negativbetrag ist, wird der irrtümlicherweise überwiesene Betrag des Zuschusses gemäß Artikel 14 beigetrieben.

§ 3. Der Wiederverwendungsbetrieb, der die Belege dafür vorlegt, dass er eine Anzahl Tonnen von Abfällen oder Erzeugnissen oder Bestandteilen von Erzeugnissen wiederverwendet hat, die die Anzahl wiederverwendeter Tonnen je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, für die er zugelassen ist, überschreitet, beantragt den Bonus.

Der nach den in Artikel 9, § 3 vorgesehenen Modalitäten berechnete Bonus wird unter Vorbehalt der verfügbaren Haushaltsmittel spätestens am 31. Dezember des Jahres überwiesen, im Laufe dessen der Restbetrag bezahlt worden ist.

Die Vorschüsse, Restbeträge und eventuellen späteren Boni werden in Übereinstimmung mit den oben stehenden Paragrafen ausgezahlt.

Art. 11 - Das Amt unterwirft den Wiederverwendungsbetrieb regelmäßig einer Kontrolle in Bezug auf die Bedingungen der Zulassung und die Kriterien zur Gewährung des Zuschusses. Die Kontrolle wird entweder vom Amt selbst, oder insgesamt oder teilweise vom durch den Umweltminister benannten außerbetrieblichen Kontrolleur, oder vom Amt auf Vollmacht durchgeführt.

Der außerbetriebliche Kontrolleur ist ein Betriebsrevisor, d.h. eine natürliche oder juristische Person, die im Register des Instituts der Betriebsrevisoren eingetragen ist, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 22. Juli 1953 zur Gründung eines Instituts der Betriebsrevisoren und zur Organisation des öffentlichen Aufsicht über den Beruf des Betriebsrevisors.

Die Kontrolle umfasst die Prüfung einer eventuellen Überkompensierung, um sicherzugehen, dass der Betrag des Zuschusses die im Laufe der letzten Jahre festgestellten durchschnittlichen Kosten nicht überschreitet.

Der zugelassene Wiederverwendungsbetrieb stellt dem Amt und der Verwaltung die erforderlichen Belege zur Verfügung.

Die Kontrolle und Überwachung vorliegenden Erlasses werden ebenfalls von der Inspektion ausgeübt, nach den Modalitäten, die im Dekret vom 5. Februar 1998 über die Überwachung und Kontrolle bezüglich der Beachtung der Gesetzgebungen im Bereich der Beschäftigungspolitik vorgesehen sind.

Art. 12 - Im Falle der Nichtbeachtung der durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets erlassenen Verpflichtungen, oder der Verpflichtungen, die im individuellen Gewährungsbeschluss angeführt sind, können der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt nach von ihnen bestimmten Modalitäten:

1° die Überweisung der Gesamtheit oder eines Teils des Zuschusses während eines Zeitraums aussetzen, der es dem zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb ermöglicht, den nicht eingehaltenen Verpflichtungen nachzukommen;

2° die Gesamtheit oder einen Teil des Zuschusses im Verhältnis zu den festgestellten Verstößen widerrufen;

3° den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses zurückziehen und den zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb dazu auffordern, einen Teil oder die Gesamtheit der Zuschüsse zurückzuzahlen.

Art. 13 - Der Zuschuss wird ebenfalls zurückgezahlt:

1° bei Konkurs, Auflösung, freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des zugelassenen Wiederverwendungsbetriebs;

2° im Falle einer absichtlichen oder nicht absichtlichen Übermittlung durch den zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb von falschen oder unvollständigen Angaben, was die Auswirkung dieser Angaben auf den Betrag des Zuschusses auch gewesen sein mag, unbeschadet der Strafverfolgungen, die auf die Personen anwendbar sind, die die Angaben gemacht haben.

Art. 14 - In Übereinstimmung mit den Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird der unberechtigterweise ausgezahlte Zuschüsse mit allen Rechtsmitteln zurückgefordert, einschließlich der Aufrechnung.

Art. 15 - Die Fristen im Rahmen des vorliegenden Erlasses werden in Kalendertagen berechnet. Der Tag des Aktes, der den Ausgangspunkt für die Frist bildet, ist in dieser Frist nicht mit eingeschlossen. Der Verfalltag gehört zur Frist. Wenn dieser Tag jedoch ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag ist, wird das Ende der Frist auf den unmittelbar folgenden Werktag verlegt.

KAPITEL IV — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 16 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, wird aufgehoben.

Art. 17 - Die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, die kraft des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Unternehmen mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, zugelassen sind, haben weiterhin Anspruch auf die Bestimmungen des vorgenannten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 während der jedoch bis zum 30. April 2015 begrenzten Dauer ihrer Zulassung, unter der Bedingung, dass sie vor dem 31. Oktober 2014 einen Zulassungsantrag im Rahmen vorliegenden Erlasses eingereicht haben. Ist dies nicht der Fall, so laufen ihre Zulassung und der damit verbundene Anspruch auf Zuschüsse am 31. Dezember 2014 ab.

Art. 18 - Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität

Ph. HENRY

Anlage 1 — Bestimmungen zur Berechnung des Zuschusses

1) Parameter und Variablen

S = jährlicher Basiszuschuss;

B = Bonus;

M = jährliche Lohnsumme des Betriebs (€/an), unter Abzug der Befreiungen, der Ermäßigungen der Arbeitgeberbeiträge und der Beihilfen von öffentlichen Behörden aller Art;

Q = wiederverwendete Gesamtmenge pro Jahr (Tonnen);

i = Koeffizient aufgrund der Wiederverwendungssparte;

QA_i = pro Jahr und pro Kategorie vom Betrieb wiederverwendete Menge, wie sie in der Zulassung bestimmt ist (Tonnen);

QA'_i = pro Jahr und pro Kategorie vom Betrieb wiederverwendete Menge, zusätzlich zur Zulassung (Tonnen);

Xi = Betrag des Zuschusses pro wiederverwendete Tonne je nach der Kategorie (€/wiederverwendete Tonne);

E = Höhe des Ausgleichskoeffizienten für den Produktivitätsverlust (€);

2) Basiszuschuss (S)

Der jährliche Basiszuschuss wird wie folgt berechnet:

$$S = (QA_i * Xi) + (M/30.000) * E$$

3) Bonus (B)

Der Bonus der den Betrieben aufgrund der wiederverwendeten Tonnenmenge zusätzlich zur in der Zulassung vorgeschriebenen Menge, abhängig von der Verfügbarkeit von Haushaltsmitteln gewährt werden kann, wird wie folgt berechnet:

$$B = (QA'_i * Xi)$$

Wenn die Summe der von den Betrieben beantragten Boni für das Bezugsjahr das verfügbare Budget-Saldo übertrifft, wird der gewährte Bonus (B) entsprechend gekürzt:

$$B = (QA^i * Xi) * (\text{verfügbares Budget-Saldo/beantragtes Bonus-Budget})$$

Um einen Zuschuss pro wiederverwendete Tonne in Anspruch nehmen zu können, genügt das Wiederverwendungsunternehmen für die nachstehenden Abfälle und Güter einem Qualitätskriterium nach folgenden Bedingungen:

1° die Tinten- und Tonerpatronen genügen den Normen ASTM F 2036 - 04 et ASTM F 1856 - 04; die in den vorgenannten Normen berücksichtigten Merkmale zur Gewährleistungen einer gleichen Qualität zwischen neuen und recycelten Patronen sind:

- a) der Tonerverbrauch pro Seite mit einem Deckungsgrad von 5%
- b) der Ertrag der Patrone, d.h. die Anzahl Seiten, die mit einem Deckungsgrad von 5 % gedruckt werden können;
- c) die Druckdichte, d.h. die Druckqualität;
- d) die Messung der Weiß-Dichte der bedruckten Blätter, um sicherzugehen, dass bei der Benutzung der Patrone keine grauen Teile erscheinen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 2 - Höhe des Zuschusses pro wiederverwendete Tonne je nach der Kategorie der wiederverwendeten Güter

Die Zuschüsse pro wiederverwendete Tonne je nach der Kategorie der wiederverwendeten Güter sind:

Kategorie	Xi (€/Tonne)
Textilien	200
Verwertbare Gegenstände	90
AEEA (außer IT)	300
AEEA (IT)	375
Tinten- und Tonerpatronen	450
Baumaterialien	75

Die Kategorien von Wiederverwendungssparten und die entsprechenden Beträge des Zuschusses pro wiederverwendete Tonne werden für einen Mindestzeitraum von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bestimmt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität
Ph. HENRY

Anlage 3 — Höhe des Ausgleichskoeffizienten für den Produktivitätsverlust

Der Koeffizient E wird auf zweitausend Euro festgelegt.

Er wird für einen Mindestzeitraum von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bestimmt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung tätig sind, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 3. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202762]

3 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 6, § 5, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en vervangen bij het decreet van 10 mei 2012, artikel 18bis, ingevoegd bij het decreet van 10 mei 2012, en artikel 37;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 juni 2009 tot verlening van de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 11 juli 2013;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 20 september 2013;

Gelet op advies nr. 54.641/2 van de Raad van State, uitgebracht op 15 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, artikel 2, tweede lid;

Gelet op het speciaal gemotiveerd advies van de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse Raad voor Sociale Economie), gegeven op 30 september 2013;

Overwegende dat de strategische nota m.b.t. afvalstoffen, goedgekeurd door de Regering op 30 maart 2006, in het kader van de afvalpreventie voorziet in de ondersteuning en structurering van de hergebruikskanalen, meer bepaald in het kader van de sociale economie;

Overwegende dat de Gewestelijke beleidsverklaring i.v.m. het gewestelijk afvalbeleid bepaalt dat de totstandbrenging van kanalen in het kader van de sociale economie bevorderd zal worden via gepaste gewestelijke subsidies;

Overwegende dat voor de bevordering van hergebruik door de sociale economiebedrijven voorzien moet worden in maatregelen die rekening houden met de diversiteit van de sector en met de verschillende kanalen die hij ontwikkelt;

Gelet op het belang om daartoe het milieuvoordeel van het kanaal in aanmerking te nemen;

Op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën en van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :1^o het Afvaldecreet : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;2^o het decreet Sociale economie : het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;3^o de Minister van Economie : de Minister die voor Sociale economie bevoegd is;4^o de Minister van Leefmilieu : de Minister die voor Leefmilieu bevoegd is;5^o de Dienst : de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals bedoeld in de artikelen 23, 34, en volgende van het Afvaldecreet;6^o Administratie : de Directie Sociale Economie van het Departement Economische Ontwikkeling van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;7^o voorbereiding op hergebruik : elke handeling bedoeld in artikel 2, 36^o, van het Afvaldecreet;8^o hergebruiksbedrijf : vereniging zonder winstoogmerk of vennootschap met een maatschappelijk doel actief in het hergebruik van afvalstoffen, producten of bestanddelen van producten en de voorbereiding daarop;9^o winkel : handelsruimte bestemd voor de verkoop van hergebruikte producten of bestanddelen van hergebruikte producten;10^o DAEB : dienst van algemeen economisch belang zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, afgekort : « VWEU » alsook in het Protocol nr. 26 gevoegd bij het VWEU, die een mandaat toegewezen krijgt zoals bepaald in artikel 7;11^o Besluit : het Besluit van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen, PB EU van 11.1.2012, L 7/3;12^o subsidie : compensatie met het oog op de uitoefening van een DAEB;13^o gemachtigd ambtenaar : één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst, met name de directeur-generaal, de inspecteur-generaal, de directeur, de eerste attaché of de attaché van de Dienst of van de administratie, rekening houdend met de regels inzake afwezigheid of verhindering bedoeld in de artikelen 4 en 5 van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009;14^o loon : het begrip loon bedoeld in artikel 2 van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers;15^o loonmassa : de loonmassa van de werknemers die bij de maatschappelijke zetel alsook bij de exploitatiezetel(s) van het hergebruiksbedrijf aangesteld zijn voor productieve taken i.v.m. het hergebruik van afvalstoffen, producten of bestanddelen van producten en de voorbereiding daarop, bestaande uit het geheel van de lonen, bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale zekerheid, na aftrek van de vrijstellingen, bijdragenverminderingen en steun die door elk type overheid verleend wordt om het geheel of een gedeelte van het loon van de werknemers ten laste te nemen;16^o aangetekende zending : aangetekend postschrijven, elektronisch aangetekende zending of elke zending met vaste datum;

17° Inspectie : het Departement Inspectie van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de hergebruiksbedrijven*

Art. 2. § 1. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu kunnen een hergebruiksbedrijf erkennen als het de volgende voorwaarden vervult :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel in de zin van de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen, of als een handelsvennootschap met een sociaal oogmerk in de zin van de artikelen 2 en 661 van het Wetboek van Vennootschappen;

2° het hergebruik van afval, producten of bestanddelen van producten en de voorbereiding daarop in het Waalse Gewest tot doel hebben en zich ertoe verbinden als DAEB te voldoen aan de openbare dienstverplichtingen zoals bedoeld in artikel 7, § 1, derde lid;

3° onder zijn bestuurders, beheerders, mandatarissen of andere personen die machtiging hebben om het te verbinden geen personen tellen :

a) aan wie krachtens één of meer in kracht van gewijsde gegane beslissingen verbod tot uitoefening van dergelijke functies is opgelegd krachtens de wetgeving op het gerechtelijk verbod tot uitoefening van bepaalde functies, beroepen of activiteiten opgelegd aan sommige veroordeelden en faillietverklaarden;

b) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning :

- verantwoordelijk zijn gehouden voor de verbintenissen of de schulden van een faillietverklarde vennootschap, overeenkomstig de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek van vennootschappen;

- van hun burgerlijke en politieke rechten ontdaan werden;

c) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning veroordeeld werden voor elke overtreding begaan op fiscaal of sociaal vlak of op het gebied van de wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende de uitoefening van de activiteit van het hergebruiksbedrijf;

d) die gedurende de periode van vijf jaar die voorafgaat aan het verzoek om erkenning of om hernieuwing van de erkenning zijn veroordeeld wegens een overtreding van :

- de wetgeving en de regelgeving van kracht in het Waalse Gewest inzake leefmilieu;

- elke andere gelijkwaardige regelgeving van een Lidstaat van de Europese Unie;

4° voldoen aan de verplichtingen bepaald bij de sociale, fiscale, milieuwetgevingen en -regelgevingen en aan degene die de uitoefening van zijn activiteit regelen of zich ertoe verbinden orde op zaken te stellen binnen de termijnen vastgelegd door de bevoegde administratie;

5° geen opeisbare schuld hebben jegens de Europese Unie, de Staat, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de « Société wallonne d'Économie sociale marchande » (Waalse Maatschappij voor Sociale Economie in de profit sector), afgekort « SOWECSOM », de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, een bestaanszekerheidsfonds of voor rekening hiervan;

6° voldoen aan de beginselen bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale economie;

7° de volgende kenmerken bezitten :

a) beschikken over minstens één exploitatiezetel in het Waalse Gewest die bestemd is voor de bedrijfsactiviteit hergebruik en voorbereiding op hergebruik van afvalstoffen, producten of bestanddelen van producten ingezameld op het grondgebied van het Waalse Gewest en waarvan de totaaloppervlakte van de sorteer-, herstel-, verwerkings-, verkoop en opslagruimtes, parkeerplaatsen uitgezonderd, minstens vierhonderd m² bedraagt;

b) gebruik maken van een systeem voor de meting van de inkomende en uitgaande stromen afval, producten of bestanddelen van producten;

c) beschikken over voldoende financiële garanties, aan de hand van een financieel plan, en beschikken of zich ertoe verbinden te beschikken over voldoende technische en menselijke middelen zodat de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt overeenkomstig de bepalingen van het afvaldecreet en de desbetreffende uitvoeringsbepalingen uitgeoefend kunnen worden;

d) een analytische boekhouding conform zijn rechtspersoonlijkheid voeren wat betreft de bedrijfsactiviteit inzake hergebruik;

e) zich ertoe verbinden binnen drie maanden een verzekeringsovereenkomst te sluiten ter dekking van de burgerlijke aansprakelijkheid van het hergebruiksbedrijf of een bewijs daarvan voorleggen;

f) de eventuele winkel(s) toegankelijk maken gedurende minstens twaalf uur per week, te verspreiden over minstens drie dagen en minstens één dag tot twintig uur van maandag tot vrijdag of minstens drie uur op zaterdag of zondag, voor zover de te koop aangeboden producten voor het grote publiek bestemd zijn;

g) zijn activiteit minstens vijfendertig uur per week uitoefenen en de inzamelingen die de winkel bevoorraden op een in de tijd vaste en regelmatige wijze organiseren, onverminderd de bevoegdheden van de gemeente terzake, en, desgevallend, de terzake gedelegeerde bevoegdheden van de intercommunales;

h) de voor de gezondheid van mens en milieu voorziene preventie- en voorzorgsmaatregelen in acht nemen zoals bepaald in de nota bedoeld in artikel 3, tweede lid, 6°;

8° de binnen de bevoegde paritaire commissie gesloten collectieve overeenkomsten naleven;

9° ingebed zijn in een door de Dienst erkend vooruitgangproces inzake kwaliteit dat een diagnose- en opvolgingsinstrument verschaft ten behoeve van het project inzake hergebruik van afvalstoffen, producten of bestanddelen van producten of inzake voorbereiding daarop;

10° niet het voorwerp zijn van een bevel tot invordering krachtens een besluit van de Europese Commissie waarbij steun onwettig en onverenigbaar met de interne markt verklaard wordt;

11° zich ertoe verbinden deel te nemen aan elk onderzoek waarom het verzocht wordt m.b.t. het hergebruik van afvalstoffen, producten of bestanddelen van producten of de voorbereiding daarop, gevoerd op initiatief van de Dienst en de Administratie voor rekening van het Waalse Gewest;

12° niet in financiële moeilijkheden verkeren overeenkomstig de artikelen 332 en 633 van het Wetboek van Vennootschappen of niet voldoen aan de voorwaarden tot onderwerping aan een collectieve insolventieprocedure volgens het nationale recht dat op hem toepasselijk is, voor alle vormen van bedrijven;

13° zich verbinden tot de naleving van de artikelen 661 tot 669 van het Wetboek van Vennootschappen wat betreft het hergebruiksbedrijf dat als handelsvennootschap opgericht wordt;

14° zich verbinden tot de overlegging van het bewijs dat de subsidie tot compensatie van de openbare dienstverplichtingen niet aanleiding geeft tot een overcompensatie van de kosten inherent aan de openbare dienstverplichtingen als DAEB, overeenkomstig het Besluit;

15° wat de werknemers betreft, zich verbinden tot de naleving van het begrip passende dienstbetrekking in de zin van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en van het ministerieel besluit van 26 november 1991 houdende toepassingsregelen van de werkloosheidsreglementering;

16° zich verbinden tot de naleving van de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers.

§ 2. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu leggen de in § 1 bedoelde voorwaarden vast en bepalen de modaliteiten voor de toepassing ervan.

De Minister van Leefmilieu kan specifieke criteria en doelstellingen vastleggen voor hergebruik per stroom.

§ 3. Om erkend te worden op basis van dit besluit, bewijst de aanvrager met maatschappelijke zetel of inschrijving als rechtspersoon bij de Kruisbank van Ondernemingen hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaams Gewest, dat hij voldoet aan erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met de voorwaarden gesteld bij het Afvaldecreet, de desbetreffende uitvoeringsbesluiten en dit besluit.

Om erkend te worden op basis van dit besluit, bewijst de aanvrager met maatschappelijke zetel in het buitenland en binnen de Europese Economische Ruimte dat hij in zijn land voldoet aan erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met de voorwaarden gesteld bij het Afvaldecreet, de desbetreffende uitvoeringsbesluiten en dit besluit, zonder rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie op basis van de Staat waaruit hij afkomstig is.

Om erkend te worden op basis van dit besluit, voldoet de aanvrager met maatschappelijke zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte aan erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met de voorwaarden gesteld bij het Afvaldecreet, de desbetreffende uitvoeringsbesluiten en dit besluit, en bewijst hij dat hij hetzelfde type diensten verleent in zijn land van herkomst, zonder rechtstreekse of onrechtstreekse discriminatie op basis van de Staat waaruit hij afkomstig is.

Art. 3. De aanvrager richt de aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van erkenning aan de Dienst bij aangetekend schrijven en in twee exemplaren. In geval van hernieuwing van erkenning wordt de aanvraag ingediend uiterlijk binnen honderdvijftig dagen voor de vervaldatum van de lopende erkenning. Als voornoemde termijn niet in acht genomen wordt, kan de hernieuwingsaanvraag als een nieuwe erkenningsaanvraag beschouwd worden.

De aanvraag bevat de volgende elementen :

1° een afschrift van de oprichtingsakte, de statuten en de eventuele wijzigingen ervan;

2° de opgave van de maatschappelijke zetel en van de bedrijfszetel(s) in het Waalse Gewest, een afschrift van de daaraan verbonden milieuvergunningen, alsook het adres, de elektronische gegevens, het telefoon- en faxnummer van de maatschappelijke zetel en van de bedrijfszetel(s);

3° de nominatieve lijst van de bestuurders, zaakvoerders en personen met bevoegdheid om het hergebruiksbedrijf te binden, samen met een afschrift van de akte waarbij die personen aangewezen worden;

4° een uittreksel uit het strafregister voor de personen bedoeld onder punt 3°;

5° het ondernemingsnummer;

6° een nota waarin de preventie- en voorzorgsmaatregelen voor de gezondheid van mens en milieu omschreven worden, alsook een afschrift van de gesloten verzekeringspolis inzake burgerlijke aansprakelijkheid;

7° het ondernemingsplan, bevattende:

a) een omschrijving van de aard en de hoeveelheden van de betrokken afval, producten en bestanddelen van producten, van het bediende gebied, de organisatie van de inzameling en de voorbereiding op hergebruik, de modaliteiten voor de meting van de ingezamelde en met het oog op hergebruik voorbereide stromen, desgevallend, de reeds ingezamelde en hergebruikte tonnages;

b) het aantal vooruitgeplande aantal tonnen afval en producten of bestanddelen van producten hergebruikt per jaar in het Waalse Gewest i.v.m. de activiteiten bedoeld onder a), waarvoor hij de erkenning aanvraagt, alsook de verdeling van de tonnage per type afval, producten of bestanddelen van producten zoals bepaald in artikel 9, § 2;

c) de opslagmodaliteiten en de overwogen herstelhandelingen;

d) de methodologie voor de opvolging van de fysische en financiële stromen en een uitvoerige omschrijving van de modaliteiten inzake rapportage van de activiteit;

e) het aantal tewerkgestelde personen, uitgedrukt in voltijds equivalenten, de desbetreffende globale loonmassa alsook de loonmassa betreffende de werknemers die niet beschikken over het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of over een gelijkwaardig getuigschrift, met uitzondering van de begeleidingsposten en de administratieve functies;

f) desgevallend, de openingstijden van de winkels;

g) het financieel plan;

8° de referentie van de vergunningen, erkenningen, registraties en attesten waarover het hergebruiksbedrijf beschikt op het vlak van leefmilieu en afvalstoffen, alsook alle andere documenten waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 2 in acht genomen worden;

9° de volledige lijst van alle andere erkenningen, vergunningen, registraties en attesten die verband houden met de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt.

De Dienst kan eisen dat ieder aanvullend document ingediend moet worden waaruit opgemaakt kan worden dat de aanvrager beschikt over of zich ertoe verbindt te beschikken over voldoende financiële, technische en menselijke middelen voor de uitoefening van zijn activiteit inzake hergebruik of voorbereiding op hergebruik.

In afwijking van § 1, wordt de aanvrager die het bewijs levert van zijn erkenning als invoegbedrijf in de zin van het decreet van 20 december 2012 betreffende de erkenning en de subsidiëring van invoegbedrijven vrijgesteld van de verplichtingen opgenomen onder de punten 1° tot 5° van het tweede lid.

De inhoud van de aanvraag bedoeld in het tweede lid kan nader bepaald en aangevuld worden door de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu.

Art. 4. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu stellen de aanvrager vrij van de overlegging van de documenten bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 5°, voor zover die documenten in handen zijn van de Dienst, de Administratie of de Inspectie via de toegang tot het Rijksregister, de Kruispuntbank van Ondernemingen en de Kruispuntbank van de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu stellen het hergebruiksbedrijf dat geregistreerd, geïdentificeerd of gedetecteerd wordt via de toegang tot de bronnen van authentieke gegevens, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaams Gewest, vrij van de indiening van een voorafgaande erkenningsaanvraag wanneer het activiteiten inzake hergebruik of voorbereiding op hergebruik uitoefent of overweegt uit te oefenen op het grondgebied van het Waalse Gewest, voor zover het voldoet aan het equivalent van de voorwaarden bedoeld in artikel 2 en hiervan het bewijs levert.

De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu stellen het hergebruiksbedrijf vrij van de levering van het bewijs van de nakoming van de verplichtingen bedoeld in artikel 2 als de Dienst of de Administratie zich hiervan vergewissen kan, hetzij via de toegang tot de bronnen van authentieke gegevens, hetzij via een samenwerking tussen de deelstaten.

Art. 5. § 1. De Dienst bericht ontvangst van de aanvraag binnen tien dagen en richt binnen dezelfde termijn een exemplaar van het dossier aan de Administratie om na te laten gaan of de beginselen bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale economie in acht genomen worden.

De Administratie beschikt met ingang van de datum van ontvangst van het dossier over dertig dagen om advies aan de Dienst uit te brengen.

De beslissing van de Dienst i.v.m. het volledige karakter van het dossier wordt bij aangetekend schrijven aan de aanvrager en aan de Administratie betekend binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag. Als het dossier onvolledig is, worden de te verstrekken inlichtingen en stukken in de kennisgeving opgegeven. De aanvrager stuurt de te verstrekken inlichtingen en stukken aan de Dienst en aan de Administratie. De Administratie beschikt over twintig dagen om de Dienst advies te geven over de aanvullende inlichtingen en stukken. De beslissing van de Dienst i.v.m. het volledige karakter van het dossier wordt aan de aanvrager en aan de Administratie betekend binnen een termijn van twintig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het advies van de Administratie.

De Dienst behandelt het dossier en richt zijn verslag in twee exemplaren aan de Minister binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de beslissing over de volledigheid van het aanvraagdossier.

§ 2. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu spreken zich uit over de erkenningsaanvraag binnen negentig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de volledigheid van het dossier. Die beslissing bepaalt ondermeer :

- 1° de rechten en plichten waartoe de houder gehouden is overeenkomstig artikel 2;
- 2° de aard en de duur van de openbare dienstverplichtingen;
- 3° de aard van de exclusieve of speciale rechten die eventueel toegekend worden;
- 4° de modaliteiten tot overdracht van de nodige gegevens voor de opvolging van de erkenning en van de activiteit;
- 5° de modaliteiten voor het beheer en het hergebruik van de goederen of de afvalstoffen en het proces tot verbetering van de kwaliteit;
- 6° het aantal tonnen dat jaarlijks hergebruikt wordt in het Waalse Gewest, verdeeld per type afval of producten of bestanddelen van producten, zoals bedoeld in artikel 9, § 2, waarvoor de in artikel 9 bedoelde subsidie « basissokkel » toegekend wordt.

De Dienst geeft de aanvrager bij aangetekend schrijven kennis van de beslissing van de Minister van Leefmilieu, genomen in samenspraak met de Minister van Economie, binnen tien dagen na ontvangst ervan. Een afschrift van de beslissing wordt aan de Administratie gericht.

§ 3. Als de Dienst de in § 1, derde lid, bedoelde beslissing niet binnen de voorgeschreven termijnen aan de aanvrager gericht heeft, wordt het dossier volledig geacht en wordt de procedure voortgezet. De Dienst behandelt het dossier en richt zijn verslag in twee exemplaren aan de Minister van Leefmilieu binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van de erkenningsaanvraag.

§ 4. De aanvrager kan bij de Regering een beroep instellen tegen elke beslissing tot weigering van erkenning en tegen het gebrek aan Besluit bij het verstrijken van de termijnen bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3. Dat beroep is niet opschortend.

Het beroep wordt, op straffe van onontvankelijkheid, bij aangetekend schrijven op het adres van de Dienst aan de Regering gericht binnen een termijn van twintig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing of op de vervaldatum van de termijnen bedoeld in artikel 5, § 2 en § 3.

Het beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens:

- 1° de benaming of firmanaam van de eiser, diens rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel alsook de naam, de voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het beroep in te dienen;
- 2° de referenties, het voorwerp en de datum van de omstreden beslissing;
- 3° de middelen die ingezet worden tegen de omstreden beslissing.

Als het Besluit waarvan het beroep verband houdt met de bepalingen van artikel 1 van het decreet van 20 november 2009 betreffende de sociale economie, verzoekt de Dienst, zodra het beroep in ontvangst is genomen, om het advies van de Minister bevoegd voor Sociale economie, die het advies kan inwinnen van de "Conseil wallon de l'Economie sociale". De Minister van Economie beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn advies aan de Dienst te richten; na afloop van die termijn kan de procedure voortgezet worden.

De Dienst behandelt het beroep en richt zijn syntheseverslag aan de Regering samen met een voorstel tot beslissing, binnen een termijn van vijftig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep of, in het geval bedoeld in het derde lid, binnen een termijn van zeventig dagen.

De Regering richt zijn beslissing aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven binnen een termijn van negentig dagen, te rekenen van de datum van ontvangst van het beroep of, in het geval bedoeld in het derde lid, binnen een termijn van honderdtwintig dagen. Bij gebrek aan kennisgeving binnen die termijn wordt het beroep geacht te zijn verworpen.

Art. 6. Een aanvraag tot hernieuwing van erkenning mag niet ingediend worden door een aanvrager voor wie de beslissing tot erkenning als hergebruiksbedrijf is ingetrokken of opgeschort en, voor het laatste geval, tijdens de duur van de opschorting, tenzij de vervaldatum van de beslissing tot erkenning binnen de opschortingsperiode valt.

Art. 7 § 1. De erkenning staat gelijk met een mandaat om een DAEB te beheren en dient uitsluitend om de toekenning van de in artikel 9 bedoelde subsidie mogelijk te maken en zodoende het erkende en vergunde hergebruiksbedrijf in staat te stellen om het verlies aan productiviteit i.v.m. de openbare dienstverplichtingen te compenseren.

Het mandaat wordt aan de DAEB toevertrouwd overeenkomstig het Besluit.

De DAEB houdt de volgende openbare dienstverplichtingen in :

1° het uitwerken en tenuitvoerleggen van een project dat moet inspelen op sociale en maatschappelijke behoeften waaraan onvoldoende voldaan wordt;

2° zorgen voor de ontwikkeling van het hergebruiksbedrijf in zijn bijzondere activiteiten en finaliteiten i.v.m. de sector van de Economie sociale door een beroep te doen op weinig gekwalificeerde werknemers en door het personeel inspraak te geven in het beheer van het hergebruiksbedrijf;

3° zorgen voor het milieubelang van het hergebruik van afval, producten of bestanddelen van producten;

4° zorgen voor de ontwikkeling van het hergebruik of van de voorbereiding op hergebruik;

5° toezien op de nakoming van de verplichtingen bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 7°, a, b, f, g, 9°, en 11°.

De ontwikkeling bedoeld in 4° wordt gecontroleerd door de Dienst op grond van de gegevens vervat in de kennisgeving van de statistieken en van de aangifte bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, 2°.

De bijzondere moeilijkheden in verband met de markt of de toegang tot de aanvoer die een vooruitgang in de weg staan, worden in een gemotiveerd verslag aan de Dienst vermeld.

§ 2. In geval van eerste aanvraag tot erkenning in het kader van dit besluit wordt de erkenning door de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu verleend voor de duur van twee jaar. Die duur wordt tot vijf jaar verlengd als het gaat om een hergebruiksbedrijf dat een erkenning verkregen heeft in het kader van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 en erover beschikt op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

De duur van de erkenning bedraagt vijf jaar in het geval van een hernieuwing van erkenning toegekend krachtens dit besluit.

De erkenning mag niet aan een derde worden afgestaan.

§ 3. De houder van de erkenning deelt elke significante wijziging i.v.m. de gegevens van zijn erkenningsaanvraag-dossier aan de Dienst mee binnen een termijn van maximum negentig dagen.

Hij geeft de Dienst minstens tien dagen op voorhand kennis van elke stopzetting van de activiteit die het voorwerp uitmaakt van de erkenning, behalve overmacht.

§ 4. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu kunnen de erkenningsvoorwaarden aanvullen of wijzigen :

1° als zij vaststellen dat die voorwaarden niet meer geschikt zijn om hergebruik en voorbereiding op hergebruik te ontwikkelen;

2° om de inachtneming van doelstellingen per stromen te garanderen.

Art. 8. De erkenning kan door de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu opgeschort of ingetrokken worden :

1° indien de activiteit gevaar inhoudt voor de menselijke gezondheid of schadelijk is voor het leefmilieu;

2° in geval van niet-inachtneming van het Afvaldecreet, het decreet Sociale economie en dit besluit;

3° als de in artikel 10 bedoelde inlichtingen hen niet binnen de toegestane termijnen verstrekt worden.

De erkenning mag hoogstens gedurende zes maanden opgeschort worden. Na afloop van die termijn wordt de erkenning ingetrokken als het erkenningsbedrijf niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in het besluit tot opschorting.

Het besluit tot opschorting en tot intrekking wordt door de Dienst bij aangetekend schrijven aan het hergebruiksbedrijf betekend binnen dertig dagen nadat de Dienst het Besluit in ontvangst genomen heeft. Een afschrift van het Besluit wordt aan de Administratie gericht.

HOOFDSTUK III. — *Subsidie*

Art. 9. § 1. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu verlenen het erkende hergebruiksbedrijf een jaarlijkse subsidie voor de duur van de erkenning ter compensatie van de openbare dienstverplichtingen inherent aan de activiteit inzake hergebruik en voorbereiding op hergebruik.

De jaarlijkse subsidie, hieronder basissokkel genoemd, is gekoppeld aan het aantal tonnen dat jaarlijks in het Waalse Gewest hergebruikt wordt per type afval of producten of bestanddelen van producten waarvoor het hergebruiksbedrijf erkend is, en aan de menselijke hulpkrachten die uitsluitend voor hergebruiksactiviteiten aangesteld worden.

Ze wordt eventueel aangevuld met een bonus die gekoppeld wordt aan het aantal tonnen dat jaarlijks in het Waalse Gewest hergebruikt wordt door het bedrijf bovenop de tonnage waarin zijn erkenning voorziet, verdeeld per type afval en producten of bestanddelen van producten.

De subsidie bedoeld in het eerste lid wordt gedeeltelijk door de Minister van Leefmilieu verleend, wat betreft de subsidie per hergebruikte ton, en gedeeltelijk door de Minister van Economie, ter compensatie van het verlies aan productiviteit.

§ 2. De afvalstoffen en de producten of bestanddelen van producten die in aanmerking genomen worden bij de berekening van de subsidie vallen onder één van de volgende categorieën :

1° textielwaren zoals : huishoudelijk textiel, huislinnen, schoenen en kledingstoebereiden in lederwaren, stof;

2° nuttig toepasbare voorwerpen zoals : keuken-, tuin-, zitkamer-, eetkamer-, slaapkamer-, kantoormeubilair, met inbegrip van matrassen en tapijten, vaatwerk, sierartikelen, fietsen, boeken, speelgoed, zwembaden, fitnessmateriaal, ligstoelen; sporttoestellen, CD's, DVD's, vinylplaten, muziekinstrumenten, campingmateriaal, handgereedschap, thermische maaiers, bromfietsen;

3° afgedankte elektrische of elektronische apparatuur (AEEA), behalve elektronische en technologische uitrustingen (IT), zoals : was- of afwasmachines, drogers; diepvriezers, koelkasten, fornuizen, kookplaten, ovens, magnetron-ovens, dampkappen, strijkijzers, keukenrobots, stofzuigers, boenmachines; lampen, verlichting, naaimachines, elektrisch gereedschap, koffiezetapparaten, ventilators;

4° afgedankte elektrische of elektronische apparatuur (AEEA), met inbegrip van elektronische en technologische uitrustingen (IT): computers, printers, telefoons, mobiele telefoons, faxtoestellen, fotokopieerapparaten, schermen, randapparatuur, Hi-fi, video's, foto's, camera's, projectors, versterkers, radio's, terminals, baby-phones;

5° vullingen en toners;

6° bouwmaterialen, zoals bakstenen en pannen, raamwerken, balken, dakgoten, betonnen blokken, vloeren, vloerbedekkingen, tegelvloeren, natuursteen, straatsteen, buizen, panelen, verf, sanitair, radiators, kachels, boilers, deuren, ramen.

§ 3. De formule voor de berekening van de subsidie, de variabelen i.v.m. de categorieën van hergebruikte afval, producten of bestanddelen van producten en de loonmassacoëfficiënt worden bepaald en vastgelegd overeenkomstig de bijlagen 1 tot 3 bij dit besluit.

De loonmassacoëfficiënt wordt berekend op basis van de loonmassa van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma, ten laste van het hergebruiksbedrijf.

De bonus per hergebruikte ton bedoeld in paragraaf 1, derde lid, wordt berekend volgens de modaliteiten die vastliggen in de bijlagen 1 tot 3 bij dit besluit, excl. loonmassacoëfficiënt.

Als het gevraagde bonusbudget voor een referentiejaar hoger is dan het beschikbare budgetsaldo, wordt de toegekende bonus dienovereenkomstig verminderd.

Art. 10. § 1. Binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop de Dienst het hergebruiksbedrijf kennis geeft van de beslissing tot toekenning, stort de bevoegde gemachtigd ambtenaar op de rekening van het erkende hergebruiksbedrijf een eerste voorschot dat gelijk is aan vijfenzeventig percent van het jaarlijkse subsidiebedrag, berekend op basis van de criteria omschreven in artikel 9.

Het erkende hergebruiksbedrijf bezorgt de Dienst en de Administratie jaarlijks, ten vroegste op de verjaardag van de kennisgeving van de beslissing tot toekenning, de bewijsstukken en statistische gegevens waaruit blijkt dat de toekenning van de jaarlijkse subsidie gegrond is en dat de criteria en voorwaarden tot berekening van het subsidiebedrag in acht genomen werden, met name :

1° de geografische zone die onder de inzameling valt;

2° het aantal tonnen dat jaarlijks ingezameld, gesorteerd, behandeld en op de markt gebracht wordt;

3° het aantal tonnen dat jaarlijks hergebruikt wordt in het Waalse Gewest, per type afval en producten of bestanddelen van producten waarvoor het hergebruiksbedrijf erkend is;

4° de aard, de hoeveelheid en de bestemming van de niet-hergebruikte afval, producten of bestanddelen van producten;

5° de wijze waarop en de plaats waar de goederen opnieuw op de markt worden gebracht;

6° een aangifte met een omschrijving van de verschillende kosten die jaarlijks door het hergebruiksbedrijf gedragen worden in het kader van de activiteiten i.v.m. zijn erkenning;

7° het aantal werknemers, berekend in voltijds equivalenten, aangesteld voor de activiteit van het hergebruiksbedrijf in het kader van zijn erkenning;

8° een nominatieve lijst van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma die het hergebruiksbedrijf aangesteld heeft voor activiteiten i.v.m. zijn erkenning;

9° de jaarlijkse loonmassa van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair of van een daarmee gelijkgesteld onderwijs en die het hergebruiksbedrijf aangesteld heeft voor activiteiten i.v.m. zijn erkenning;

10° de effectieve jaarlijkse loonmassa ten laste van het hergebruiksbedrijf, voor het referentiejaar, van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma en die het hergebruiksbedrijf aangesteld heeft voor activiteiten i.v.m. zijn erkenning;

11° de goedgekeurde jaarrekeningen, m.b.t. het referentiejaar voor de storting van de subsidie, vastgelegd volgens het boekhoudkundig recht dat op de rechtspersoon toepasselijk is en, desgevallend, op analytische wijze wat betreft de activiteit inzake hergebruik en voorbereiding op hergebruik, alsook, desgevallend, het verslag van de commissaris benoemd overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen of de wet over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

12° de balans van de uitvoering van de vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit bedoeld in artikel 2, § 1, 10°.

§ 2. Onder voorbehoud van de validatie van de stukken door de Dienst en de Administratie, betaalt de bevoegde gemachtigd ambtenaar het saldo van de subsidie dat voor het vorige jaar verschuldigd is alsook het nieuwe voorschot, dat gelijk is aan vijfenzeventig percent van het jaarlijkse bedrag van de subsidie gekoppeld aan de erkenning.

Als de bewijsstukken niet toelaten om de storting van honderd percent van de voorziene jaarlijkse subsidie te rechtvaardigen, wordt het saldo dienovereenkomstig aangepast.

Als het bedrag van het te storten subsidiesaldo negatief is, wordt het onrechtmatig gestorte subsidiebedrag overeenkomstig artikel 14 ingevorderd.

§ 3. Het hergebruiksbedrijf verzoekt om de bonus na overlegging van de bewijsstukken waaruit blijkt dat het een aantal tonnen afval en producten of bestanddelen van producten hergebruikt heeft dat hoger is dan het aantal hergebruikte ton, per type afval en producten of bestanddelen van producten waarvoor het erkend werd.

De bonus, berekend volgens de modaliteiten waarin artikel 9, § 3, voorziet, wordt gestort uiterlijk 31 december van het jaar waarin het saldo is betaald, onder voorbehoud van de beschikbare budgetten.

De voorschotten, saldo's en eventuele latere bonussen worden overeenkomstig de vorige leden uitbetaald.

Art. 11. De Dienst onderwerpt het hergebruiksbedrijf regelmatig aan een controle op de naleving van de erkenningsvoorwaarden en van de criteria tot toekenning van de subsidie. De controle wordt gevoerd hetzij door de Dienst zelf, hetzij geheel of gedeeltelijk door de externe controleur aangewezen door de Minister van Leefmilieu, hetzij door de Dienst na delegatie.

De externe controleur is een bedrijfsrevisor, m.a.w. een natuurlijke of een rechtspersoon ingeschreven in het register van het Instituut van de Bedrijfsrevisoren overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut van de Bedrijfsrevisoren en tot organisatie van het publiek toezicht op het beroep van bedrijfsrevisor.

De controle omvat de verificatie van een eventuele overcompensatie om zich ervan te vergewissen dat het subsidiebedrag niet hoger is dan de gemiddelde kost die in de loop van de laatste jaren in de sector is vastgesteld.

Het erkende hergebruiksbedrijf legt de nodige bewijsstukken ter beschikking van de Dienst en de Administratie.

De controle en het toezicht op de naleving van dit besluit worden door de Inspectie uitgeoefend volgens de modaliteiten bepaald bij het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

Art. 12. Bij niet-nakoming van de verplichtingen uitgevaardigd bij of krachtens dit besluit of van de verplichtingen vervat in het individuele toekenningsbesluit, kunnen de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu, volgens de modaliteiten die zij bepalen, :

1° de storting van het geheel of van een gedeelte van de subsidie opschorten gedurende een termijn waarin het erkende hergebruiksbedrijf kan voldoen aan de niet nagekomen verplichtingen;

2° het geheel of een gedeelte van de subsidie intrekken naar rato van de vastgestelde overtredingen;

3° het besluit tot toekenning van de subsidie intrekken en het erkende hergebruiksbedrijf verzoeken om de terugbetaling van het geheel of van een gedeelte van de subsidie.

Art. 13. De subsidie wordt ook terugbetaald :

1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het erkende hergebruiksbedrijf;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door het erkende hergebruiksbedrijf van onjuiste of onvolledige inlichtingen, ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de subsidie, onverminderd de strafrechtelijke vervolging toepasselijk op de personen die die inlichtingen verstrekt hebben.

Art. 14. Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, wordt de onrechtmatig uitbetaalde subsidie met alle rechtsmiddelen teruggevorderd, inclusief door compensatie.

Art. 15. De termijnen worden in het kader van dit besluit in kalenderdagen berekend. De dag van de akte, waarop de termijn ingaat, wordt niet meegerekend. De vervaldatum wordt meegerekend. Als die dag evenwel een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum naar de eerstkomende werkdag verschoven.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. Het besluit van de Regering van 3 juni 2009 tot verlening van de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik wordt opgeheven.

Art. 17. De verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de hergebruiksector, erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot verlening van de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik, blijven voordeel trekken uit de bepalingen van voornoemd besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tijdens de looptijd van hun erkenning, die evenwel tot 30 april 2015 beperkt is, op voorwaarde dat ze voor 31 oktober 2014 een aanvraag tot erkenning ingediend hebben in het kader van dit besluit. In het tegenovergestelde geval eindigen hun erkenning en het recht op de desbetreffende subsidies op 31 december 2014.

Art. 18. De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 1. — Modaliteiten tot berekening van de subsidie

1) Parameters en variabelen

S = basissokkel van de jaarlijkse subsidie;

B = bonus;

M = jaarlijkse loonmassa van het bedrijf (€/jaar), na aftrek van de vrijstellingen, verminderingen van bijdragen en van de steun verleend door elk type overheid;

Q = totaalhoeveelheid hergebruikt per jaar (ton);

i = functie-index van het hergebruikskanaal;

QA_i = hoeveelheid hergebruikt door het bedrijf per jaar en per categorie en bepaald door de erkenning (ton);

QA_i = hoeveelheid hergebruikt door het bedrijf per jaar en per categorie bovenop de erkenning (ton);

Xi = subsidiebedrag per hergebruikte ton en per categorie (€/hergebruikte ton);

E = bedrag van de coëfficiënt betreffende de compensatie van productiviteitsverlies (€);

2) Basissokkel (S)

De basissokkel van de jaarlijkse subsidie wordt berekend als volgt:

$$S = (QA_i * Xi) + (M/30.000) * E$$

3) Bonus (B)

De bonus die onder voorbehoud van budgettaire beschikbaarheden aan de bedrijven verleend kan worden op basis van de hergebruikte tonnages bovenop de erkenning wordt berekend als volgt :

$$B = (QA_i * Xi)$$

Als de som van de door de bedrijven gevraagde bonussen voor het referentiejaar hoger is dan het beschikbare budgettaire saldo, wordt de toegekende bonus (B) dienovereenkomstig verminderd:

$$B = (QA_i * Xi) * (\text{beschikbaar budgettair saldo} / \text{gevraagd bonusbudget})$$

Om de subsidie per hergebruikte ton te genieten voldoet het hergebruiksbedrijf, wat de hiernabedeelde afval en goederen betreft, aan de volgende kwaliteitscriteria :

1° de hergebruikte vullingen en toners voldoen aan de normen ASTM F 2036 - 04 et ASTM F 1856 - 04; de kenmerken die krachtens voornoemde normen in overweging genomen worden om dezelfde kwaliteit te garanderen voor nieuwe en verwerkte vullingen of toners zijn de volgende :

- a) het tonerverbruik per bladzijde en met een dekkinggraad van 5 %;
- b) het rendement van de vulling, met name het aantal bladzijden dat gedrukt kan worden met een dekkinggraad van 5 %;
- c) de afdrukdichtheid, meer bepaald de afdrukkwaliteit;
- d) de meting van de dichtheid van het blanco van de afgedrukte bladzijden om zich ervan te vergewissen dat geen grijze tint voorkomt bij het gebruik van de vulling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 2. — Subsidiebedrag per hergebruikte ton en per categorie hergebruikte goederen

De subsidie per hergebruikte ton en per categorie hergebruikte goederen bedraagt:

Categorie	Xi (€/ton)
Textielwaren	200
Nuttig toepasbare voorwerpen	90
AEEA (behalve IT)	300
AEEA (IT)	375
Vullingen & toners	450
Bouwmaterialen	75

De categorieën hergebruikskanalen en de desbetreffende subsidiebedragen per hergebruikte ton worden bepaald voor een minimale periode van vijf jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

Bijlage 3. — Compensatiecoëfficiënt bij productiviteitsverlies

De coëfficiënt E is vastgelegd op tweeduizend euro.

Hij wordt vastgelegd voor een minimale periode van vijf jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 3 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY